RAPPORT D'ACTIVITÉ 2019

SCIENCES CITOYENNES

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL 3

RÉORIENTER LA RECHERCHE 4
Politiques de recherche 5
Conventions de Citoyens et OPPRI 6

RESPONSABILISER LA RECHERCHE ET L'EXPERTISE 9
Alerte et expertises 10
Pour une recherche scientifique responsable 13
Comprendre la post-vérité 13

PRODUIRE UNE ANALYSE CRITIQUE DES TECHNOSCIENCES 14
Géo-ingénierie et manipulation du climat à grande échelle 15
Manipulation du vivant 15

RENFORCER LE TIERS-SECTEUR SCIENTIFIQUE 16
Recherche participative 17
Boutiques des Sciences 19

SE MOBILISER AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE 21
Sciences Citoyennes et les réseaux 22
Mouvements sociaux 23
14e Festival Sciences en Bobines 23

INFORMER ET CONVAINCRE 26
Sites web 27
Réseaux sociaux 28
Chaîne YouTube 28
Bulletins d'informations 28
Apéros-débats 28
Sciences Citoyennes en librairie 29
Sciences Citoyennes dans les médias 29

ANIMER L'ASSOCIATION 30
Adhérents et donateurs 31
Conseil d'administration et bureau 31
Équipe salariée 32

AGIR AU QUOTIDIEN 33

ÉDITORIAL

En 2019, notre association est à la veille de ses 18 ans : l'âge de se montrer à la hauteur de ses responsabilités. Sciences Citoyennes œuvre depuis 2002 à démocratiser les sciences afin de les mettre au service du bien commun. Elle a, depuis sa création, contribué à faire émerger des concepts et des thématiques dans le paysage national, comme la reconnaissance du tiers-secteur scientifique, la recherche participative ou les procédures de mise en démocratie des choix scientifiques et techniques. En 2019, Sciences Citoyennes est parvenue à faire passer certains thèmes qui lui sont chers à la vitesse supérieure, en assumant un travail d'animation en réseau des différents acteurs impliqués sur les mêmes thématiques.

Sciences citoyennes avait à partir de 2016 initié un travail sur le rôle à jouer par les sciences dans un monde sans croissance. Ce travail avait abouti à la rédaction d'un manifeste remarqué. En 2019, l'association a donné un deuxième souffle à ces réflexions en initiant le projet Horizon TERRE (Tous-tes Ensembles pour une Recherche Responsable et Engagée). Sur quels critères sont décidées les orientations de la recherche ? Comment se définissent collectivement les besoins de connaissances pertinentes pour une société compatible avec la préservation du vivant et l'habitabilité de la planète ? En collaboration avec l'Atecopol et Ingénieurs Sans Frontière, Sciences Citoyennes s'est proposée de répondre à ces questions en réunissant des représentant-e-s de collectifs engagés d'étudiant-e-s et scientifiques, d'expert-e-s académiques et associatifs-ves. Politiser et rendre visible la question de l'horizon de la recherche scientifique, tout en créant des synergies entre collectifs qui portent ces mêmes préoccupations : ce sont là deux des objectifs principaux de ce projet qui est entré en 2020 dans sa phase opérationnelle.

Au début de l'année 2019, le gouvernement avait annoncé un projet de loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) ainsi que des consultations pour le préparer. En plus des questions de fond (quelle recherche voulons-nous ? avec quels acteurs ?) qui allaient être débattues, et qui étaient intimement liées aux raisons d'être de Sciences Citoyennes, l'association y avait identifié une opportunité de donner de l'écho à de larges pans de nos réflexions auprès des acteurs, notamment syndicaux, qui allaient regarder de près ce projet de loi. Ainsi, au cours du second semestre, nous nous sommes efforcés de rédiger une proposition de loi portant les dispositions fidèles à nos combats de longue date : pilotage citoyen et démocratique de la recherche, reconnaissance des besoins et des capacités de recherche du tiers-secteur scientifique, reconnaissance des activités de mise en débat des connaissances générées par les chercheurs-euse-s. Parallèlement à leur rédaction, nous nous sommes efforcés de faire connaître et de discuter de ces propositions avec les organisations syndicales et les décideurs-euses (Ministère de la Recherche, Parlement).

L'année écoulée a également vu la reconnaissance publique d'un thème cher à Sciences Citoyennes : les Conventions de Citoyens. En effet, suite à la mobilisation des gilets jaunes, une Convention Citoyenne pour le Climat a été convoquée par le gouvernement. L'exercice difficile auquel a dû se livrer l'association a consisté à souligner l'intérêt d'une procédure démocratique de ce type, tout en pointant les insuffisances ou instrumentalisation d'une convention citoyenne mal ficelée. Toujours en lien avec le mouvement associatif, Sciences Citoyennes a porté dans l'espace public ses propositions et analyses par le biais de diverses tribunes et également par l'organisation d'un événement public organisé au Conseil économique, social et environnemental (CESE) qui a été l'occasion de repréciser nos positions pour « prendre la démocratie au sérieux ». A quelques semaines de la publication des propositions de cette Convention Citoyenne pour le Climat, Sciences Citoyennes devra continuer à cheminer sur cette ligne de crête consistant à conserver un regard critique sur un dispositif qui a suscité beaucoup d'attentes, sans pour autant porter a priori le discrédit sur les recommandations qui en émaneront et qui pourraient bien s'avérer moins anodines et plus ambitieuses que ce à quoi l'exécutif pouvait s'attendre.

Il est notable que ces différents chantiers aient été portés au sein d'un collectif qui s'est sensiblement renouvelé au cours des dernières années. Les années 2018 et 2019 ont vu notre conseil d'administration s'enrichir de nouveaux membres, aux profils et intérêts divers, qui se sont non seulement familiarisés avec nos thématiques, mais y ont aussi apporté leurs propres expériences. De même, depuis 2019, l'équipe a pu accueillir plusieurs nouvelles recrues qui ont elles aussi largement contribué aux activités présentées dans ce rapport. C'est très certainement une des forces de notre association qu'il faut célébrer et continuer à faire perdurer : sa capacité à attirer et intégrer de nouvelles forces vives tout en restant fidèle à ses valeurs, et en continuant à mûrir, à faire évoluer et à porter sur la place publique ses convictions et ses combats.

Kévin Jean, Président de Sciences Citoyennes

RÉORIENTER LA RECHERCHE

POLITIQUES DE RECHERCHE

CONVENTIONS DE CITOYENS

RÉORIENTER LA RECHERCHE

Les choix scientifiques et techniques opérés par les instances politiques au niveau européen et français ne font l'objet d'aucune procédure démocratique ni même de débats. Ces choix ont cependant un impact déterminant sur nos sociétés et leur avenir. L'axe de travail de l'association « Réorienter la recherche » vise à peser sur les thématiques de recherche soutenues par l'argent public et la manière dont le tri entre les thèmes est réalisé, pour mettre en lumière les intérêts privés influents et mettre en œuvre des mécanismes participatifs décisionnaires.

POLITIQUES DE RECHERCHE

Plaidoyer pour un autre programme de recherche européen

Le futur programme cadre de recherche européen, définissant les axes de recherche pour la période 2021-2027, appelé Horizon Europe, est en cours de préparation pour succéder à Horizon 2020. L'année 2019 a vu s'opérer le renouvellement de la composition des instances européennes (Parlement et Commission) et la poursuite de la préparation d'Horizon Europe, qui devrait être doté d'un budget autour de 100 milliards d'euros. Un mois avant les élections, le Parlement a voté les textes cadrant le programme.

Au sein d'une coalition européenne regroupant différentes organisations de la société civile[1], Sciences Citoyennes a poursuivi son plaidoyer pour une réelle participation citoyenne dans la programmation et la réalisation des projets de recherche, tout en demandant le maintien du pilier transverse Science With and For Society (SWAFS). Les intentions affichées d'étendre cette préoccupation de la science avec et pour la société à l'ensemble du programme cadre n'ont pas été suivies d'effets. La période de consultations en ligne et les journées R&I Days auxquelles Sciences Citoyennes ont participé se sont avérées particulièrement décevantes quant à l'absence de procédures permettant l'expression des citoyens et des associations. Différents « experts » de la participation citoyenne, dont Sciences Citoyennes, ont fait savoir, dans une réunion de travail organisée par Signe Ratso, directrice générale adjointe à la Direction Générale Recherche et Innovation de la Commission, leur disponibilité pour des propositions sérieuses, sans que les nombreux enseignements tirés de leur expérience (entre autres dans les projets de recherche SWAFS) n'aient été repris à ce jour.

La coalition associative a par ailleurs appelé au retrait du principe d'innovation[2], inscrit désormais sur les textes de loi définissant Horizon Europe. Ce concept a été introduit par la force des lobbies, or son inscription est susceptible de fragiliser le principe de précaution, dans le seul but de permettre la non application des règlements pour certains produits potentiellement dangereux. Rapidement après l'élection des nouveaux députés européens, notre partenaire Global Health Advocates et l'ensemble des Organisations Non Gouvernementales (ONG) de la coalition ont produit un mémo pour les nouveaux élus[3], afin que ceux-ci soient en capacité de prendre en main rapidement les enjeux autour du financement public de la recherche.

Depuis la France, Sciences Citoyennes a porté la demande d'une construction démocratique des programmes de recherche européens auprès du Groupe de Concertation Transverse Europe, réunissant l'ensemble des représentants Europe des principaux organismes de recherche français et régulièrement rassemblé par le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation. Par ailleurs, en juin dernier, de nombreux contacts ont été pris avec des associations françaises, afin de les encourager à présenter leur candidature pour appartenir au comité de pilotage des missions d'Horizon Europe, nouveauté du futur programme. Malgré les intentions d'ouvrir largement ces comités à différentes formes d'expertise, la présence finale des ONGs dans les comités reste très limitée[4].

Des conventions de citoyens pour la programmation de la recherche

En novembre 2017 déjà, nous avions émis des propositions pour que les thèmes de ces missions soient issus d'une demande citoyenne, via des recommandations de Conventions de Citoyens européens. Pour mettre au défi l'affichage de co-création des missions avec les citoyens, nous avons de nouveau fait des propositions dans ce sens auprès de la France, comme un des contributeurs de recommandations pour les missions. Quelques réunions de travail avec des interlocuteurs du Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI) et du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) ont permis de confirmer tout l'intérêt que des citoyens tirés au sort et formés de façon pluraliste et contradictoire aux enjeux de la programmation de la recherche

1. Dont Global Health Advocates, Deutsche Stiftung Weltbevölkerung, Commons Network, European public health alliance, Health Action International, Corporate European Observatory, Transparency International EU, TPorganics, The Democratic Society, ETC Group…

2. Appel pour le retrait du principe d'innovation d'Horizon Europe : https://urlz.fr/bLkO

3. Financement européen de recherche : mémo pour les nouveaux élus : https://urlz.fr/bLl4

4. Commission announces top experts to shape Horizon Europe missions : https://urlz.fr/bLm3

puissent formuler des avis dans le champ des différentes missions. Cependant, l'expérimentation de la Convention Citoyenne pour le Climat (voir Conventions de Citoyens et OPPRI) a coupé court à des perspectives à court terme, nos interlocuteurs souhaitant tout d'abord recueillir les enseignements de l'expérience en cours.

La possibilité d'obtenir des recommandations sur la programmation de recherche par l'organisation de Conventions de Citoyens a cependant été retravaillée dans le cadre des propositions de Sciences Citoyennes pour une future loi de programmation de la recherche avec et pour les citoyens.

Loi de programmation pluriannuelle de la recherche, versant Sciences Citoyennes

Le 1er février 2019, le Premier ministre français annonçait la mise en place d'une Loi de Programmation Pluriannuelle de la Recherche (LPPR). Le processus de préparation de la loi porte la vision d'une recherche centralisée et au service d'une économie de la connaissance. Sciences Citoyennes a réagi rapidement par une Lettre Ouverte à la Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, regrettant une loi de programmation de la recherche sans les citoyen.ne.s[5]. Par ailleurs, l'association a multiplié les prises de contact avec des représentants de la communauté scientifique (syndicats et collectifs) afin de porter la réflexion dans un cadre plus large que celui posé par le gouvernement. À la question du financement de la recherche, nous avons préféré celle de la programmation. À la question de l'attractivité du métier de chercheur nous avons substitué celle du sens du travail scientifique au XXIe siècle. Enfin à la question de la recherche partenariale avec les seuls acteurs privés, nous avons privilégié le lien avec la société civile non marchande.

Cette manière d'aborder cette future loi et de contre-attaquer pour faire face aux menaces sur les conditions de travail des personnels et des précaires de la recherche a suscité l'intérêt de plusieurs parlementaires, avec qui un séminaire a été organisé à l'Assemblée nationale en février 2020. Une plate-forme commune de revendications sur les questions Sciences et Société n'est pas tout à fait parvenue à se construire avec le monde syndical malgré les réunions de travail collectives tenues entre juillet et décembre 2019.

Nous avons finalisé un texte de propositions pour bâtir une alliance constructive entre la communauté scientifique et la société, afin de créer des sciences au service du bien commun. Ces propositions seront rendues publiques au moment du séminaire à l'Assemblée Nationale. Elles ont été présentées à divers interlocuteurs, dont un conseiller en charge de la LPPR au cabinet du MESRI. Les retours, très positifs, n'ont pas donné lieu à un travail plus approfondi.

Plaidoyer pour une recherche responsable et engagée, Horizon TERRE

En complément du plaidoyer de Sciences Citoyennes pour une autre organisation du système de recherche et de la demande de procédures démocratiques pour permettre des choix scientifiques et techniques éclairés et démocratiques, l'association a initié un travail portant sur le contenu des programmes de recherche. Dans la lignée des travaux plaidant pour la désarticulation des sciences avec les impératifs de croissance, nous avons imaginé la constitution de comités d'experts préparant des scénarios alternatifs de recherche. Le projet Horizon TERRE (Tous Ensemble pour une Recherche Responsable et Engagée) vise trois objectifs :

- Proposer des scénarios de recherche alternatifs aux stratégies institutionnelles (et en particulier à Horizon Europe mentionné ci-dessus) ;

- Créer des synergies entre les dynamiques de chercheurs et d'étudiants engagés ;

- Rendre publique et politique la question de nos besoins de connaissances dans la société.

Nous avons travaillé en 2019 à la mise en place d'un comité de pilotage et d'un comité d'organisation, regroupant trois structures s'associant à ce projet : Atelier d'Écologie Politique (Atécopol[6]), collectif regroupant une communauté pluridisciplinaire de scientifiques travaillant ou réfléchissant aux multiples aspects liés aux bouleversements écologiques ; Ingénieurs sans Frontières[7] (ISF), association regroupant ingénieurs et élèves ingénieurs engagés autour de la prise de conscience de la responsabilité particulière de l'ingénieur dans la construction du développement durable ; et Sciences Citoyennes.

Fin 2019, ce processus a donné lieu à la constitution de trois comités d'une quinzaine d'experts (associatifs, universitaires, étudiants) pour trois grands domaines : Santé, Agriculture, Habitat-énergie-transport, se rapprochant de 3 des 6 problématiques traités dans le deuxième pilier du programme Horizon Europe[8]. Ces experts ont accepté de participer à trois week-ends de travail durant l'année 2020 afin de produire ensemble les scénarios alternatifs, appelés à être présentés et défendus auprès des institutions françaises et européennes.

CONVENTIONS DE CITOYENS ET OPPRI

Le projet de Conventions de Citoyens, un des piliers historiques de Sciences Citoyennes, a fait l'objet d'une actualité très particulière en 2019. Au-delà du travail régulier et ô combien nécessaire de pédagogie autour de cette procédure et de ses déclinaisons éventuelles (voir notamment plus haut Des conventions de citoyens pour la programmation de la recherche), l'actualité nous a conduit à réaffirmer nos positions auprès du grand public, du mouvement associatif et des institutions. Et pour cause…

5. Une Loi de Programmation de la Recherche sans les citoyen.ne.s : https://urlz.fr/bLw3

6. Atécopol : https://atecopol.hypotheses.org/
7. Ingénieurs sans frontières : https://www.isf-france.org/
8. Le 2e pilier d'Horizon Europe s'intitule : « Problématiques mondiales et compétivité industrielle européenne ». Il regroupe les problématiques suivantes : Santé / Culture, créativité et société inclusive / Sécurité civile pour la société / Numérique, industrie et espace / Climat, énergie et mobilité / Alimentation, bioéconomie, ressources naturelles, agriculture et environnement

Au sortir du Grand débat national, réponse choisie par l'exécutif à la crise dite des Gilets jaunes, le Président Macron a initié une procédure qui a pris le nom de Convention citoyenne pour le climat (CCC)[9]. Cela ne pouvait nous laisser indifférents.

Lancement de la Convention citoyenne pour le climat et lettre ouverte au Président de la République

Nous le mentionnions à l'instant, la Convention citoyenne pour le climat (CCC), ne serait-ce que par sa dénomination, ne pouvait que nous interroger. Doux euphémisme… Peu de temps après l'annonce du Président de la République, nous avons publié un communiqué avant d'adresser une lettre ouverte à Emmanuel Macron d'abord relayée par le site d'information *Mediapart*[10] et, plus tard, par la revue *Pratiques*.

Monsieur le Président

Tribune « Monsieur le Président » parue dans la revue Pratiques *en octobre 2019*

Sans arrogance mais avec détermination, nous y affirmions le socle nécessaire pour une procédure participative, une procédure avec et pour les citoyennes et les citoyens. Cette initiative a fait écho auprès du cabinet présidentiel au point de donner lieu à une invitation en bonne et due forme à l'Élysée… avant d'être annulée quelques jours plus tard au prétexte que la Présidence « n'avait plus la main sur le dossier ». Quelques homards plus tard, les portes des prétendus « plus hauts sommets de l'État » nous étaient fermées. L'attitude qui a alors été la nôtre a été celle d'une vigilance accrue vis-à-vis de la CCC qui serait mise en place en réaffirmant nos principes fondateurs y compris dans le milieu associatif tiraillé entre la crainte d'une nouvelle manipulation présidentielle, des réticences vis-à-vis du principe de tirage au sort, l'absence de visibilité sur la prise en compte des recommandations citoyennes par le chef de l'État et son gouvernement, la réduction de sa capacité de plaidoyer ou encore la mise de côté des nombreuses questions et décisions nécessaires sur l'urgence climatique pendant la durée de la CCC. Nous avons ainsi répondu « au cas par cas » aux associations ou mouvements impliqués et participé aux travaux de « l'inter-orga Climat » (voir plus loin).

Suivi de la Convention citoyenne pour le climat

Même si nous n'avons pas pu suivre la CCC de l'intérieur étant donné les forces vives dont nous disposions, nous avons tâché malgré tout de l'étudier au travers des médias et au gré de rencontres avec des chercheurs et des observateurs. Cela nous a permis de faire valoir nos critiques méthodologiques notamment dans une tribune parue en décembre 2019 sur le site *Mediapart* et intitulée « Convention Citoyenne - Pour la démocratie continue, contre la manipulation du pouvoir »[11]. Suite à cette publication, nous avons fait le choix de poursuive ce travail critique au sortir de la CCC quand nous aurons plus de renseignements sur la nature des recommandations produites par les citoyennes et les citoyens tirés au sort mais aussi et surtout sur ce que l'exécutif en fera. Dans l'intervalle, Sciences Citoyennes participera, comme nous l'indiquions plus haut, aux travaux de « l'inter-orga Climat » (voir plus loin).

La conférence « Conventions de Citoyens, prenons la démocratie au sérieux »

Sciences Citoyennes a organisé le 14 octobre dans les locaux du Conseil Économique Social et Environnemental (CESE) la conférence *Conventions de Citoyens, prenons la démocratie au sérieux*, dans le cadre du projet européen TeRRIFICA (voir plus loin).

La conférence s'est tenue alors que l'actualité sur des procédures similaires battait son plein : les assemblées citoyennes irlandaises avaient fait parler d'elles partout en Europe avec notamment pour aboutissement un référendum sur l'avortement ; les citoyens et citoyennes de la Convention Citoyennes pour le Climat lancée par Emmanuel Macron à la suite du mouvement des Gilets Jaunes venaient de se rencontrer au sein même du CESE ; Extinction Rébellion avait conduit quelques jours auparavant sa rébellion internationale d'octobre avec pour quatrième revendication la création d'une assemblée citoyenne.

Conférence « Conventions de Citoyens, prenons la démocratie au sérieux » le 14 octobre 2019 au CESE

La conférence était l'occasion d'introduire et mettre en débat les Conventions de Citoyens, à savoir une procédure rigoureuse et codifiée permettant une réelle expression des citoyennes et des citoyens formés par une expertise plurielle et contradictoire, procédure développée depuis une dizaine d'années par Sciences Citoyennes et l'Observatoire des Pratiques Participatives en Recherche et Innovation. Les interventions de Patrick Bernasconi

9. https://www.conventioncitoyennepourleclimat.fr/
10. https://blogs.mediapart.fr/association-sciences-citoyennes/blog/210519/lettre-ouverte-au-president-de-la-republique
11. https://blogs.mediapart.fr/association-sciences-citoyennes/blog/161219/convention-citoyenne-pour-la-democratie-continue-contre-la-manipulation-du-pouv

(Président du CESE), Norbert Steinhaus (Coordinateur du projet TeRRIFICA), Marie Angèle Hermitte (directeur de recherche honoraire au CNRS et directeur d'études honoraire à l'EHESS), Dominique Rousseau (professeur de droit constitutionnel), Pauline Véron (adjointe à la Maire de Paris chargée de la démocratie locale et de la participation citoyenne), Dimitri Courant (chercheur en science politique) et Jacques Testart (président honoraire de Sciences Citoyennes) sont à retrouver en vidéos sur le site et la chaine YouTube de Sciences Citoyennes.

Un atelier scénario sur les Conventions de Citoyens et le Climat

La conférence s'est poursuivie par un atelier regroupant des chercheuses et chercheurs, représentants et représentantes associatives, du monde de l'éducation ou des décideurs et décideuses politiques impliqués dans le projet TeRRIFICA dans les régions pilotes – en Bretagne, Pays de la Loire et Normandie, à Barcelone, à Belgrade, Minsk, Poznań et Vechta.

Grâce à l'utilisation d'une méthodologie de co-construction - l'atelier-scénario - les différentes parties prenantes ont pu réfléchir à la question *Comment mettre en place des Conventions de Citoyen à différentes échelles territoriales afin de lutter contre le changement climatique ?* L'atelier a permis de développer de nouvelles idées (comme par exemple la création d'assemblées locales pouvant déterminer l'objet d'une Convention de Citoyens) et la diffusion de la procédure au niveau européen.

Colloque GIS Démocratie et participation « Localiser l'épreuve démocratique »

Parmi les activités autour des Conventions de Citoyens, citons également la participation de Jacques Testart au colloque «Localiser l'épreuve démocratique» organisé par le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Démocratie et participation qui s'est déroulé du 14 au 16 novembre 2019. Notons que c'est la première fois qu'une de nos propositions avait été retenue par le GIS après plusieurs échecs. L'intervention se fondait sur un texte produit par plusieurs membres de Sciences Citoyennes et intitulé « Conventions de citoyens : une procédure rigoureuse pour une démocratie en pratiques ». Ce dernier est disponible sur le site de Jacques Testart[12]. Notons que l'intervention de Jacques Testart s'est déroulée lors de la session «Actualités du tirage au sort» au cours de laquelle sont également intervenus : Héloïse Nez et Ernesto Ganuza concernant l'observatoire de la ville de Madrid et Dimitri Courant au sujet de la légitimité des savoirs tirés au sort, la discussion étant animée par Rémi Barbier et Alice Mazeaud.

12. http://jacques.testart.free.fr/public/pdf/texte1057.pdf

RESPONSABILISER
LA RECHERCHE ET L'EXPERTISE

ALERTE ET EXPERTISES
RECHERCHE RESPONSABLE
POST-VÉRITÉ

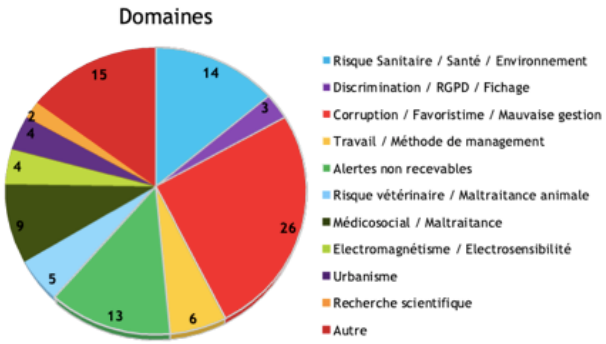
RESPONSABILISER LA RECHERCHE ET L'EXPERTISE

ALERTE ET EXPERTISES

Premiers pas de la MLA

Parce que justement, la confiance dans le discours officiel s'est fortement dégradée, les lanceurs d'alerte ont de grandes difficultés à se distinguer des colporteurs de *fake news*, ce qui constitue une aubaine pour ceux qui voudraient les faire taire. Il suffit maintenant de les décrédibiliser. Pour autant, ils continuent à subir des intimidations et des représailles qui ont parfois des conséquences graves sur leur santé ou leur équilibre psychologique et bien sûr pour la société puisque ces alertes portent souvent sur des dangers sanitaires, environnementaux ou plus largement sociétaux. En créant la Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA), le 22 octobre 2018, avec seize autres organisations fondatrices[13], Sciences Citoyennes souhaitaient renforcer la capacité des lanceurs d'alerte à faire face à ces difficultés en leur procurant à la fois des conseils juridiques, techniques ou tactiques.

En un an d'existence, la MLA est devenue un acteur central dans le domaine de l'alerte. Elle a reçu plus d'une centaine de sollicitations, dont au moins les deux-tiers sont des signalements auxquels elle a pu conférer le caractère d'alerte. Elle a pu leur procurer un accompagnement juridique, une aide technique pour la transmission sécurisée d'informations. Son avis a même été utilisé dans la décision du Conseil des Prud'hommes de Lyon de prononcer la nullité du licenciement du lanceur d'alerte Denis Breteau[14]. Les lanceurs d'alerte qui la contactent proviennent de différentes structures opérant dans différents milieux, voire interviennent hors du cadre du travail, ce que la loi Sapin II a rendu possible et ce qui constitue une innovation unique au monde.



Par ailleurs, la légitimité de la MLA est confirmée par le fait qu'elle a été auditionnée ou invitée à intervenir par l'ensemble des autorités ayant des activités dans le champ de l'alerte : Défenseur des droits, cnDAspe, Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), Conseil de l'Europe, etc. Elle a répondu à de nombreux interviews tant pour la presse papier que radio, tant locale que nationale. Elle a aussi contribué à travers plusieurs de ses membres à un numéro spécial de la revue *Esprit*[15] et de la revue du GRASCO[16].

Au niveau international, elle a participé aux principales coalitions ayant travaillé sur la directive européenne : le Whistleblowing International Network (WIN), dont elle est membre associée et dont Sciences Citoyennes est également membre, et la coalition d'associations et de syndicats animée par Eurocadres qui a notamment coordonné une pétition à destination des institutions européennes. La MLA et Sciences Citoyennes ont ainsi participé à l'Assemblée générale constitutives de WIN qui après plusieurs années de travail effectif s'est constituée en tant qu'association de droit écossais, ses bureaux étant à Glasgow. Cela dit, la MLA a développé son propre positionnement, fruit d'un consensus entre les organisations qui la composent, à la suite de l'analyse du texte de la directive. Notons que les préconisations de Sciences Citoyennes - non limitation au cadre du travail, inclusion de la personne morale dans la définition et sanction des étouffeurs d'alerte – ont été reprises dans la note d'analyse de la MLA[17] et dans sa lettre ouverte au Président de la République publiée début novembre et à laquelle plus de cinquante organisations se sont associées[18].

Pour l'année 2020, un effort important sera consacré à améliorer la visibilité de la MLA dont les travaux sont encore peu connus. Le but est d'augmenter le nombre de soutiens financiers et bénévoles afin de lui permettre de démultiplier son activité et ses capacités d'interventions. Elle ne dispose ainsi que de deux salariés accompagnés de stagiaires juristes. L'équipe aura besoin d'être drastiquement renforcée pour pouvoir répondre aux efforts de plaidoyer nécessaire à une transposition optimale de la directive européenne et faire face aux sollicitations croissantes.

13. https://mlalerte.org/17-associations-et-syndicats-fondateurs/
14. https://mlalerte.org/soutien-de-la-maison-des-lanceurs-dalerte-a-denis-breteau-lanceur-dalerte-de-la-sncf/ puis https://mlalerte.org/victoire-confirmee-en-appel-pour-le-lanceur-dalerte-de-la-sncf-denis-breteau-soutenu-par-la-maison-des-lanceurs-dalerte/
15. https://esprit.presse.fr/tous-les-numeros/lancer-l-alerte/877
16. https://mlalerte.org/la-mla-dans-la-revue-du-gasco/
17. https://mlalerte.org/directive-du-parlement-europeen-et-du-conseil-sur-la-protection-des-personnes-qui-signalent-des-violations-du-droit-de-lunion/
18. https://mlalerte.org/lettre-ouverte-a-emmanuel-macron-sur-le-statut-des-lanceurs-dalerte/

Campagnes collectives

L'implication de Sciences Citoyennes passe maintenant essentiellement par la MLA dont elle assure la co-présidence et pour laquelle elle met à disposition un salarié à 20% de temps de travail. Cependant, Sciences Citoyennes, en plus de sa participation aux synergies coordonnées par la MLA, met en avant aussi souvent que possible ce qui a justifié sa création. Ainsi, le travail autour de la directive, et maintenant de sa transposition, est l'occasion de remettre en discussion la spécificité, longtemps écartée des débats, de l'alerte scientifique. D'ailleurs, le week-end stratégique de la MLA organisé en décembre 2019 a mis l'accent à la fois sur la nécessité de mettre en œuvre des activités de recherche autour de l'articulation de l'alerte et de l'expertise scientifique. Il est prévu de mettre en place un groupe de travail sur ce thème et de recruter des chercheurs souhaitant s'associer à nos travaux. La recherche fait en effet partie des quatre missions de la MLA. Les trois autres étant l'accompagnement des lanceurs d'alerte et des alertes, le plaidoyer et la formation des acteurs. Ces travaux seront probablement l'occasion de travailler avec des organisations actives sur les questions d'expertise. Par ailleurs, notamment dans le cadre de la transcription de la directive, le fait que la loi ne prévoit jamais de modalités de traitement concrètes nous a conduit à réfléchir aux manières d'intégrer ce besoin crucial dans l'édifice législatifs. Les rencontres de la MLA avec la Commission nationale de la Déontologie et des Alertes en matière de santé publique et d'environnement (cnDAspe) sont également l'occasion d'aborder les difficultés pour les lanceurs d'alerte de contester l'expertise officielle.

Enfin, et parce que la MLA était encore trop jeune pour être considérée comme légitime, Sciences citoyennes s'est associée formellement au recours juridique intenté contre la CADA dans le cadre des Implant files, première conséquence dramatique mais prévisible de la loi sur le secret des affaires.

Groupe de travail sur le lobbying

Sciences Citoyennes participe aux travaux d'un groupe de travail inter-organisations sur le lobbying et le travail d'influence des entreprises sur les décideurs publics à l'origine de nombreux dysfonctionnements tels que des législations très peu ambitieuses lorsqu'il s'agit de protéger la santé de la population ou l'environnement. Ces travaux consistent pour le moment à élaborer un positionnement commun préalablement à des actions de plaidoyer qui seront développées ultérieurement. Le champ des activités d'influence est très divers et dépasse largement le domaine d'intervention de Sciences Citoyennes. De la même manière, la spécificité du champ scientifique est étrangère à nombre de nos partenaires. C'est afin de pouvoir bénéficier de l'expertise ou du moins des éclairages des uns et des autres que ce groupe s'est formé. L'influence des acteurs industriels et financiers est multi-forme et ne se limite plus au lobbying longtemps entendu comme l'intervention dissimulée d'acteurs agissant pour le bénéfice d'un petit nombre contre l'intérêt général, en proposant par exemple des textes de loi ou amendements « clefs en main ». Un travail de sape en amont comme en aval est à l'œuvre sur tous les fronts à tout instant. La dynamique récente, évoquée plus haut, autour de l'*agribashing* est un exemple parmi tant d'autres. La publi-information est un autre symptôme de l'amincissement de la frontière entre information et propagande. L'utilisation des *nudges*[19] par certaines administrations alors qu'auparavant elles étaient un outil, efficace, des communicants privés pose de nombreuses questions. Cependant, outre le besoin d'aider les citoyens à décrypter ces messages pour se protéger de leur influence, il est impératif de contrôler, voire de sanctionner certaines pratiques qui mettent en danger la démocratie. Ce groupe de travail discute donc de recommandations à porter pour faire évoluer la réglementation.

19. Méthodes issues des sciences comportementales visant, à travers des suggestions indirectes ou cachées, à influencer la prise de décision des individus.

Alter-EU

Notre association fait partie de la coalition ALTER-EU (Alliance for Lobbying Transparency and Ethics Regulation), un réseau informel composé de plus de 200 ONG, syndicats et associations de consommateurs. Nous soutenons au cas par cas les initiatives et prises de position, surtout par des co-signatures et par un relais communicationnel. Cela permet de garder nos différences de positionnement sur des questions de principe, à commencer par la définition même de l'objet. Sciences Citoyennes refuse d'assimiler l'activité de plaidoyer dans l'intérêt général (avec des moyens, objectifs, méthodes et une portée spécifiques) à l'activité de lobbying de groupes de pressions qui cherchent à influencer la décision administrative et politique afin de faire passer des intérêts particularistes pour de l'intérêt général. Garder une certaine distance est un choix, pour ne pas avoir à nous définir comme lobbyiste ni s'inscrire dans les registres dédiés. Et nous déplorons que la majorité des membres d'ALTER-EU aient assimilé les règles du jeu définies par les industriels pour brouiller les pistes. En transposant la "Better Regulation" introduite en Europe aussi par les cigarettiers, grâce aux traités européens, et présentée comme un gage de transparence, de consultation, de co-décision et de participation démocratiques…

Inscrire dans le Traité de l'Union européenne et dans celui sur son fonctionnement (TFUE) des façons de pratiquer une démocratie participative édentée, c'est garantir son dévoiement dans un cercle vicieux, dans le seul intérêt des acteurs économico-financiers. La démagogie prétend que chaque individu et chaque groupe pourraient être des *stakeholders* - des parties prenantes dans un contrat de dupes - et se faire concurrence en faisant du lobbying avec des chances égales de succès. L'on retrouve ici la finalité politico-économique souterraine : imposer dans les faits le paradigme utilitariste anglo-saxon menant à la réduction de l'Etat à un rôle purement formel de garant du cadre dans lequel chacun serait libre de poursuivre ses in-

térêts. La démocratie elle-même serait ainsi réduite au capitalisme et à sa «libre concurrence» entre des lobbyistes se livrant à un «jeu d'influence» inscrit dans la nature et auto-régulé. Sans suspense, le «jeu» ne saurait être gagné que par celui qui aura eu d'emblée les moyens et qui saura laisser les principes dans le lobby afin d'instrumentaliser, voire verrouiller au mieux le système pour imposer ses intérêts. Qui sont les intérêts d'acteurs ou de clients économico-financiers auxquels beaucoup d'associations servent de faux nez ou par lesquels elles se laissent instrumentaliser.

Sans distinction entre plaidoyer (*advocacy*) et lobbying, comment réclamer légitimement une différence de traitement entre la voix des citoyens, telle que la porte Sciences Citoyennes avec ses maigres moyens, et la voix exprimée par des lobbyistes ? Ils peuvent phagocyter le débat et l'espace public avec leur communication, puisqu'ils possèdent les médias et les autres moyens d'influence. Ils ont les moyens de répondre par des pavés entiers à toute demande de « consultation » et de « participation »" soi-disant démocratique, voire induisant une égalisation des chances, donc une démocratisation (!) du système de pouvoirs. Ils peuvent fournir des propositions de loi et des amendements clé en main aux politiques.

Aussi, Sciences Citoyennes reste sur les mêmes positions, consistant à communiquer, former, informer pour clarifier le champ sémantique autour du lobbying (vs plaidoyer) et donner des outils permettant d'en identifier toutes les formes et les conséquences telles que conflits d'intérêt, expertise sous influence, alerte muselée… Ainsi que d'identifier tous les dévoiements de la démocratie participative par le biais de procédures bâclées et servant d'alibi, telles que des « conférences citoyennes » qui empêchent l'implémentation des conventions de citoyens dont le concept rigoureux et non biaisé est défini par Sciences Citoyennes.

Cette volonté d'éclairer motive toutes nos activités, même lorsqu'elles ne portent pas directement sur la critique du lobbying, des conflits d'intérêt ou des biais de l'expertise.

Nous relayons certaines démarches et prises de position d'ALTER-EU et/ou de ses membres qui sont cohérentes avec nos positions de principe. Et apportons un soutien plus appuyé dans certains cas.

Les citoyens européens en ont assez de toutes les variations européennes et nationales sur le même thème : la fable de l'auto-régulation et des codes d'éthique volontaires.

Il faut une vigilance de tous les instants, ce qui implique des moyens financiers et des ressources humaines, pour contrecarrer toutes les tentatives des institutions européennes de faciliter le lobbying sous des formes moins évidentes et échappant aux régulations. ALTER-EU fait ce travail de veille, d'analyse, d'explication, d'information et de communication en direction des citoyens.

Loi EGalim

Sciences Citoyennes siège depuis sa création au comité de dialogue «Nanomatériaux et Santé », mis en place par l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) dans le cadre de sa politique d'ouverture de l'expertise à la société. La dernière réunion fin 2018 avait permis d'être alerté sur les intentions de l'État de ne pas appliquer la loi EGalim (demandant la suspension de l'E171, nanoparticules de dioxyde de titane dans l'alimentation). S'en est suivi une action collective de 22 organisations dont Sciences Citoyennes[20]. En plein mouvement des gilets jaunes, l'interpellation a paru suffisamment sérieuse pour que ces organisations soient reçues par Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances[21] et que celui-ci s'engage à une interdiction pour 2019, entrée en vigueur le 1er janvier 2020. Le « feuilleton » autour de l'E171 peut être suivi sur le site de notre partenaire Avicenn[22]. Depuis fin 2018, le comité « Nanomatériaux et santé » n'a pas été convoqué à nouveau par l'ANSES, malgré des demandes sur les réseaux sociaux.

Comité de dialogue ANSES «Nanomatériaux et Santé »

Sciences Citoyennes siège auprès de représentants des industriels, de syndicats de salariés et d'autres représentants associatifs (dont Avicenn, UFC Que Choisir, Agir pour l'Environnement, entre autres) au sein du Comité de dialogue « Nanomatériaux et Santé », mis en place par l'ANSES dans le cadre de sa politique d'ouverture de l'expertise à la société[23]. C'est pour l'association l'occasion (sur un rythme annuel ou bisannuel) d'échanger des informations sur les processus de contrôle et de veille sanitaire sur les nanomatériaux, de plaider pour une ouverture plus grande à la reconnaissance des expertises associatives (consultées mais pas associées aux différents groupes de travail), de relayer les alertes citoyennes. C'est lors de la dernière rencontre de ce comité en novembre 2018 que les intentions de remettre à plus tard l'application de la loi EGALIM (demandant la suspension de l'E171, nanoparticules de dioxyde de titane dans l'alimentation) ont été explicités par les services de l'État. La mobilisation qui s'ensuivra (après les déclarations publiques du ministre de l'Économie) permettra un revirement de situation pour une suspension effective du E171 en avril 2019.

20. 22 organisations interpellent Bercy pour suspendre au plus tôt le dioxyde de titane dans l'alimentation : https://urlz.fr/bLVq
21. Interdiction de l'E171, l'application du principe de précaution pour des nanomatériaux inutiles : https://urlz.fr/bLVh
22. http://veillenanos.fr/wakka.php?wiki=SuspensionE171
23. Charte de l'ouverture de l'expertise à la société : https://urlz.fr/8JnQ

POUR UNE RECHERCHE SCIENTIFIQUE RESPONSABLE

L'année 2018 avait été particulièrement intense sur le sujet de la responsabilité scientifique, grâce à l'organisation de 3 colloques et d'un atelier. Un travail de fourmi, effectué en grande partie par des adhérents de Sciences Citoyennes lors de cette année 2019, a permis de collecter et de retranscrire l'ensemble des contributions, afin de les mettre à disposition d'un large public. En parallèle, du retard a été pris sur la rédaction de synthèse de chacun des colloques, mais les textes sont désormais disponibles. Ils devront être soumis pour édition début 2020. L'ensemble des vidéos des interventions est désormais visible sur notre chaine Youtube[24]. Enfin, le Manifeste pour une recherche scientifique responsable continue à être diffusé ou présenté dans des événements afin de susciter les échanges sur ces sujets (manifestation étudiante pour le climat ; présentation devant les doctorants de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie, ADEME ; présentation devant le laboratoire Matéis à l'Institut National des Sciences Appliquées, INSA, etc.)

Au cours de l'année 2019, Sciences Citoyennes a également abordé ces thèmes par des collaborations. L'association est partenaire de l'ouvrage *Quelle éthique pour l'ingénieur ?*[25], où les autrices, Fanny Verrax et Laure Flandrin présentent les enjeux de la responsabilité des ingénieurs, tout en proposant des voies d'action pour un traitement plus collectif des choix scientifiques et techniques. Nous avons également accueilli Sylvain Laurens, chercheur à l'EHESS et auteur d'un ouvrage *Militer pour la Science*, une histoire des mouvements rationalistes de l'entre-deux guerre au début du XXIe siècle. Autour de lui et de trois autres intervenants[26], nous avons débattu sur le thème « Militer pour la Science : est-ce bien raisonnable ? ».

COMPRENDRE LA POST-VÉRITÉ

Sciences, fake-news et propagande

Le 22 mars 2019, Maryvonne Holzem a été invitée par Elsa Jaubert du réseau PandHeMic (Propagande Héritage et Mutations contemporaines) pour une conférence autour du thème : *Post-vérité : Les sciences à l'heure des fake-news et de la propagande*[27].

Livre Vérités citoyennes - Les sciences contre la post-vérité

En avril 2019, le livre coordonné par Maryvonne Holzem suite à une table-ronde organisée en 2018 et intitulé *Vérités citoyennes. Les sciences contre la post-vérité* est publié aux éditions du Croquant.

Stage sur l'argumentation à La Rochelle

Suite au contact pris avec les Petits débrouillards et grâce à Michel Golberg (lors de l'Université d'été solidaire, citoyenne et rebelle de Grenoble en août 2018), le GT Post-vérité a été invité à participer à un stage sur l'argumentation dans l'ère de la post vérité et les problématiques entre sciences et société à la Rochelle du 23 au 26 avril 2019.

Invitation au CESE

Le 13 juin 2019, Aude Lapprand, Maryvonne Holzem et Michel Goldberg ont été reçu par le Conseil économique social et environnemental pour discuter de deux thématiques faisant suite à la conclusion du livre *Vérités citoyennes* à savoir la formation à la pensée critique et les conventions de citoyens. Une réunion du GT Post-vérité a suivi cet entretien et le développement de la formation à la pensée critique avec d'autres partenaires a été envisagé.

Suites de la tribune NoFakeScience

- Le 17 octobre, Sciences Citoyennes reçoit Stéphane Foucart et Stéphane Horel, pour parler des suites à donner à la tribune *NoFakeScience* et aux offensives pour un contrôle de l'information scientifique. L'organisation d'un apéro-débat avec Sylvain Laurens, auteur de *Militer pour la science : les mouvements rationalistes en France 1930-2005*, est décidé.

Nuit des débats

Également le 17 octobre, dans le cadre de la Nuit des débats de la Mairie de Paris, les éditions du Croquant et Sciences Citoyennes organisent un débat « *Les Sciences contre la post-vérité* », avec la participation de François Rastier, et Catherine Bourgain, au CPA Pôle Simon Le Franc dans le 4e arrondissement de Paris[28].

Séminaire à l'EHESS

Le 21 novembre 2019, à l'invitation du directeur de la collection Detox des éditions du Croquant, Maryvonne Holzem participe au séminaire de l'EHESS « *Politique des sciences - Redonner aux sciences le pouvoir de faire sens à l'ère de la post-vérité* »[29].

Militer pour la Science : est-ce bien raisonnable ?

Le 27 novembre 2019 Aude Lapprand et Jérôme Santolini (animateur du débat) organisent l'apéro-débat « *Militer pour la Science : est-ce bien raisonnable ?* » avec Sylvain Laurens, Bruno Andreotti, Stéphane Foucart et Alice Lebreton devant une salle comble au 38 rue Saint Sabin.

Veille au long cours

Durant toute l'année 2019, Edgar Blaustein, administrateur de l'association a effectué une veille sur le thème des fake-news et de la post-vérité à partir de la presse étrangère essentiellement.

24. 1er colloque : https://urlz.fr/bLAt
    2e colloque : https://urlz.fr/bLAA
    3e colloque : https://urlz.fr/bLAC
25. Verrax F. et Flandrin L., *Quelle éthique pour l'ingénieur ?* , Éditions Charles Léopold Meyer, 264p., 2019.
26. Apéro-débat « *Militer pour la Science : est-ce bien raisonnable ?* » : https://urlz.fr/bLBo
27. http://www.unicaen.fr/recherche/mrsh/forge/5895
28. https://debat.paris.fr/home/2932/rencontre/9727
29. https://pds.hypotheses.org/

PRODUIRE
UNE ANALYSE CRITIQUE DES TECHNOSCIENCES

GÉO-INGÉNIERIE
MANIPULATION DU VIVANT

GÉO-INGÉNIERIE ET MANIPULATION DU CLIMAT À GRANDE ÉCHELLE

Au mois de mars 2019, lors de la quatrième session de l'Assemblée des Nations Unies pour l'Environnement (Nairobi, Kenya), la Suisse, soutenue par plusieurs autres pays, a proposé une résolution sur la gouvernance globale de la géo-ingénierie. Dans le cadre de la campagne HOME[30] (Hands off Mother Earth – Ne touchez pas à Mère Nature), nous avons demandé dans une lettre ouverte à François de Rugy[31] (Ministre de la Transition écologique au moment des faits et représentant de la France à cette session) de s'opposer fermement à cette tentative de légitimation de la géo-ingénierie comme réponse à l'urgence climatique. La proposition de résolution a finalement été retirée par la Suisse juste avant la session, et nous n'avons pas reçu de réponse du Ministre.

En dehors de cette interpellation, l'année 2019 a été consacrée à faire vivre et diffuser nos analyses existantes plus qu'à développer de nouveaux chantiers. Toutefois, à l'occasion de l'organisation d'une soirée apéro-débat[32] sur le thème « Agriculture et climat » organisée en novembre à Clamart (92), un décryptage a démarré sur le rôle et le potentiel des pratiques agricoles dans la captation et la séquestration du carbone. Par ailleurs, une session du festival *Sciences en Bobines* organisée en octobre à la Base (lieu associatif et quartier général du mouvement climat à Paris) sur le thème de la géo-ingénierie a une fois de plus témoigné de l'intérêt et des préoccupations du grand public sur ce sujet.

30. https://etcgroup.org/content/hands-mother-earth-1
31. https://sciencescitoyennes.org/lettre-ouverte-a-francois-de-rugy-la-france-doit-dire-non-a-la-geo-ingenierie/
32. https://sciencescitoyennes.org/apero-debat-agriculture-et-climat-21-11-clamart/

Visuel de la soirée débat « Quelle place pour les pratiques agricoles dans la lutte pour le changement climatique » organisée le 21 novembre 2019 à Clamart.

Le travail de veille ne doit pas se relâcher pour autant sur le sujet, notamment dans la perspective des travaux du GIEC pour son prochain rapport d'évaluation. En effet, la contribution du groupe de travail sur l'atténuation du changement climatique (Working Group 3) est attendu pour 2021, mais son plan est déjà disponible : des techniques telles que la géo-ingénierie solaire ou la captation directe du CO_2 atmosphérique y ont déjà leur place.

MANIPULATION DU VIVANT

Rapport « Forcer l'agriculture » *par ETC Group*

Produit par ETC Group et la Fondation Heinrich Boell, le rapport *Forcer l'agriculture*[33] explique en quoi consiste les tentatives de modifier des espèces sauvages et dans quel but. En voici quelques exemples :

- Le forçage génétique est progressivement introduit chez les populations de mouches, d'insectes, de vers et d'autres éléments nuisibles afin de propager la stérilité chez ces populations d'insectes, constituant ainsi une alternative biologique aux pesticides.
- Les chercheurs proposent d'utiliser le forçage génétique comme outil pour augmenter la production de viande chez les animaux d'élevage.
- Des brevets ont été demandés pour implanter des gènes dans les abeilles mellifères, le tout dans le but de contrôler les modèles de pollinisation à l'aide de faisceaux lumineux.
- Des recherches sont en cours pour implanter des gènes chez des espèces de mauvaises herbes communes afin de les rendre plus vulnérables aux herbicides tels que le *Roundup*.
- Dans l'analyse de deux brevets clés sur le forçage génétique, on remarque que chacun des brevets mentionne de 500 à 600 utilisations agricoles de cette technologie, faisant également référence aux marques de 186 herbicides, 46 pesticides et 310 insectes ravageurs utilisés en agriculture, incluant les nématodes, les acariens, les mites, etc.

Plus de 200 organisations issues de mouvements alimentaires (dont Sciences Citoyennes) ainsi que des dirigeants du monde entier ont signé une lettre qui déclare leur opposition au développement et à la libération d'organismes issus du forçage génétique à usage agricole.

La traduction française du rapport a été assurée par Yanick Lasica, administrateur de Sciences Citoyennes.

Communiqué contre la suppression du HCB

En octobre 2019, dix organisations de la société civile (dont Sciences Citoyennes) alertent sur l'éventuel suppression du Haut Conseil des biotechnologies (HCB) dans un communiqué commun[34].

33. https://etcgroup.org/fr/content/forcer-lagriculture
34. https://sciencescitoyennes.org/cp-hcb-nouveaux-ogm-le-gouvernement-a-t-il-decide-de-ne-plus-appliquer-la-loi/

RENFORCER
LE TIERS-SECTEUR SCIENTIFIQUE

RECHERCHE PARTICIPATIVE
BOUTIQUES DES SCIENCES

RENFORCER LE TIERS-SECTEUR SCIENTIFIQUE

Face aux catastrophes écologiques et sociales en cours, la recherche publique ne peut seule produire les connaissances dont nous avons besoin pour nous dévier de ces impasses. Non seulement la recherche publique est de plus en plus accaparée par la recherche industrielle, guidée par des intérêts économiques privés, mais aussi le modèle de recherche actuel – public ou industriel – occulte complètement la richesse des savoirs produits hors de ces sphères. Pourtant, la reconnaissance et la valorisation des savoirs du tiers-secteur scientifique semblent essentielles pour augmenter nos chances de produire des savoirs qui nous permettent de surpasser les défis écologiques et sociaux.

RECHERCHE PARTICIPATIVE

Plaidoyer pour l'accroissement des capacités de recherche et d'expertise de la société civile

À côté de la recherche académique et de la recherche privée des entreprises, un tiers-secteur scientifique se développe et participe de la construction d'un nouveau rapport entre Sciences et Société. Il est constitué d'initiatives de la société civile dans lesquelles des citoyennes et citoyens, des militants et militantes associatifs ou syndicaux, des usagers, des praticiennes et praticiens construisent collectivement des connaissances qui leur sont nécessaires et qui font défaut, à travers la recherche participative, les Boutiques des Sciences ou encore l'expertise associative etc.

En 2019, Sciences Citoyennes a voulu travailler son plaidoyer pour renforcer le tiers-secteur scientifique en produisant une nouvelle brochure. L'écriture collective du document, qui sera disponible en 2020, a permis d'approfondir la définition et l'argumentation autour du concept de tiers-secteur scientifique.

Depuis sa création, Sciences Citoyennes porte auprès des pouvoirs publics, des bailleurs privés, des chercheurs et des associations la reconnaissance du tiers-secteur scientifique et le besoin d'un soutien financier et institutionnel à ces modes alternatifs de production des savoirs. Cela passe par la production de documents et d'interventions dans des lieux et à des occasions diverses.

Sciences Citoyennes considère comme essentiel d'échanger au sein de réseaux d'acteurs de la recherche participative ou des boutiques des sciences. Par exemple, nous avons participé à l'Ecole Thématique sur la Recherche-Action-Participative organisée par le GDR Parcs en juillet 2019 à Sète, afin d'apprendre et échanger sur les initiatives et approches diverses des différents acteurs.

Face au *participative washing*, Sciences Citoyennes porte son exigence politique en terme de participation des non-chercheurs à la recherche et partage son expertise en intervenant auprès des chercheurs (comme lors du séminaire *Citizen science : new epistemological, ethical and political challenges* organisé par l'Idex Impulsion PartiScip à Lyon en juin), auprès des associations (comme lors de la journée *Associations & Recherche : quelles coopérations ?* organisée à Arras en avril, voir calendrier) et auprès des institutions de recherche (Déléguées Régionales à la Recherche et à la Technologie, DDRT, Ministère de la Culture dans le cadre du projet Particip'Arc…).

Sciences Citoyennes est consultée pour son expertise de l'accompagnement à la programmation et la pratique de la recherche participative. Ainsi, deux membres de Sciences Citoyennes ont contribué au comité d'évaluation de l'appel à manifestation d'intérêt de l'IDEX Université de Paris sur les sciences et recherches participatives. Aude Lapprand, salariée de l'association, a été co-présidente du jury du Prix de la Recherche Participative organisé par la Fondation de France à l'occasion de son 50e anniversaire.

Soutien au développement de la recherche participative

Sciences Citoyennes a poursuivi en 2019 ses activités d'accompagnement de la recherche participative et son plaidoyer pour une exigence politique forte de la participation en recherche. A l'instar des procédures de démocratie participative, la participation du tiers-secteur scientifique en recherche participative ne doit pas être un simple affichage ou une manipulation. L'association défend un réel partage du pouvoir entre partenaires, la condition pour remettre en cause la hiérarchie des savoirs et permettre *in fine* une démocratisation de la production des savoirs. C'est en poursuivant cette vision exigeante de la co-construction que l'association a conduit ses différents projets de recherche participative.

Après avoir initié et soutenu la mise en place du dispositif de soutien à la recherche participative CO³ [35] co-porté par l'ADEME, la Fondation pour le Progrès de l'Homme Charles-Léopold Mayer, la Fondation de France, Agropolis Fondation et la fondation Carasso, Sciences Citoyennes a poursuivi la mise en route de l'appel à projets 2018 en animant les différents comités jusqu'à l'achèvement de la convention liant l'association à l'ADEME (début 2019). Cette finalisation s'est accompagnée de la rédaction d'un rapport capitalisant la genèse du processus et les premiers éléments d'analyse. En parallèle, nous avons œuvré à l'identification d'un (ou plusieurs) tiers-veilleurs pour l'ensemble des projets financés en 2018 (voir ci-après).

35. Co-Construction des connaissances, voir https://urlz.fr/8laq

Après une période d'éloignement du dispositif, faute de financement, Sciences Citoyennes reprendra l'animation du dispositif CO³ en 2020, après avoir remporté le marché publié en octobre 2019.

En continuité d'un projet antérieur à CO³, Sciences Citoyennes a poursuivi le développement du dispositif tiers-veilleur soutenu par la Fondation de France, un dispositif d'accompagnement des porteurs de projets de recherche participative. Il vise à pallier les difficultés inhérentes à ce type de recherches, grâce à la présence d'un tiers apportant recul et conseils pour faciliter la co-construction des savoirs et la reconnaissance des différents types d'expertise à toutes les étapes de la recherche.

D'une part, Sciences Citoyennes a poursuivi son expérimentation en portant la casquette de tiers-veilleur auprès de trois projets de recherche participative soutenus par la Fondation de France. Pour l'un des projets arrivant à sa fin, Sciences Citoyennes a aidé à l'organisation d'un atelier-scénario afin de faciliter un échange et une prise de décisions de l'ensemble des parties prenantes sur les suites du projet. Malgré la tempête sévissant sur Sète, l'atelier a regroupé une vingtaine d'acteurs de tout profil (associations, institutions, aquaculteurs et pêcheurs, chercheurs…) intéressés par le projet de pisciculture durable sur le bassin de Thau.

D'autre part, afin de répondre aux besoins des nombreux nouveaux tiers-veilleurs de CO³, mais aussi pour capitaliser et nourrir les réflexions autour des différentes expérimentations tiers-veilleur ou apparentées, Sciences Citoyennes a produit une *Note sur l'accompagnement de la recherche participative*. La rédaction a été enrichie des délibérations du Conseil Scientifique Tiers-Veilleur, animé par l'association, mais aussi l'apport d'entretiens avec différents tiers-veilleurs et la tenue d'un atelier sur une « Charte tiers-veilleur » lors de l'Ecole Thématique de la Recherche Action Participative organisée en juillet à Sète par le GDR Parcs.

La co-construction d'actions de lutte contre les changements climatiques au niveau européen

Le projet européen TeRRIFICA, soutenu par le fond de recherche de l'Union Européenne Horizon 2020 dans le cadre du programme *Sciences Avec et Pour la Société*, a été lancé en ce début d'année 2019, et se poursuivra jusqu'en juillet 2022. TeRRIFICA[36] a pour objectif d'identifier et de développer des mesures innovantes d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, en développant des plans d'action régionaux construits avec différentes parties prenantes, en vue de les transposer à d'autres régions, et en expérimentant différents formats de collaboration entre les acteurs.

Réunion de consortium TeRRIFICA, Barcelone, décembre 2019

La première année fut principalement la phase de connaissances : les six régions pilotes en Allemagne, Biélorussie, Espagne, France, Pologne et Serbie ont dressé un état des lieux des contextes institutionnels de leurs régions et des projets innovants et participatifs existants pour atténuer ou s'adapter aux changements climatiques dans leurs régions. L'organisation de trois ateliers réflexifs réunissant les différentes parties prenantes des six régions ont permis d'approfondir la réflexion collective – en particulier sur la Recherche et l'Innovation Responsable et le climat à Bonn, sur les indicateurs clés de performance à Belgrade, et enfin sur les Conventions de Citoyens à Paris (cf. plus haut).

Cet état des lieux a été retranscrit dans des livrables disponibles sur le site du projet : *Guide on engagement and co-creation (piloté par Sciences Citoyennes)* ; *Report on institutional framework (co-piloté par Sciences Citoyennes et l'Adam Mickiewicz University)* ; *Case Studies report (piloté par University of Vechta)* ; *Stakeholder Mapping Report (piloté par Sciences Citoyennes)*.

En parallèle, une carte collaborative permettant à toutes et tous de repérer les lieux où les effets du changement climatique sont directement observables a été développée tout au long de l'année pour être lancée en 2020 dans chaque région pilote[37].

Par ailleurs, Sciences Citoyennes accompagne particulièrement la démarche évolutive de co-construction des activités dans les six régions pilotes, en mettant en place des moments d'échanges d'expériences entre porteurs de projets, tiers-veilleurs et experts apportant leur regard extérieur. L'association remplie également le rôle de tiers-veilleur pour le projet pilote français : le projet RESP'HAIES décrit ci-dessous.

Accompagnement du projet Resp'Haies en tant que tiers-veilleur

Début 2019, le projet RESP'HAIES (RESilience et Performances des exploitations agricoles liées aux HAIES) réunissant l'Association Française Arbres Champêtres et Agroforesteries (AFAC-Agroforesteries) et des chercheurs, des agriculteurs, des gestionnaires territoriaux, des conseillers, des formateurs et enseignants ainsi que Sciences Citoyennes, a été lancé pour une durée de trois ans. Financé par le CASDAR (Compte d'affectation spécial « développement agricole et rural » - Ministère agricultu-

36. Territorial Responsible Reasearch and Innovation Fostering Innovative Climate Actions : https://terrifica.eu

37. http://climatoscopie.terrifica.eu

re), le projet vise à « promouvoir l'implantation, la gestion et la valorisation multifonctionnelle des haies au sein des exploitations et des territoires locaux, pour qu'elles contribuent à la résilience des exploitations agricoles et à leurs performances économiques, environnementales et socio-territoriales. »

Sciences Citoyennes endosse le rôle de tiers-veilleur au sein du consortium avec pour objectif de faciliter et garantir la co-construction de certaines actions du projet de recherche. À son lancement, nous avons invité les partenaires à réaliser une frise chronologique permettant de partager les différents vécus et perceptions des acteurs de 1960 à aujourd'hui, suivant différentes grilles d'analyse (réglementation, recherche, enseignement, techniques, aspects socio-culturels, etc.). Les partenaires et des acteurs externes se sont ensuite appropriés la frise pour en faire un nouveau projet en parallèle avec l'idée de déboucher sur une publication. Ce qui était présenté comme un outil permettant de renforcer le collectif s'est transformé en projet à part entière permettant d'inscrire RESP'HAIES dans une dynamique ancienne et comportant de nombreuses perspectives. L'accompagnement de Sciences Citoyennes s'est également traduit par la conduite d'entretiens afin de mieux comprendre et connaitre les partenaires. Enfin, le projet RESP'HAIES prévoit l'animation d'un comité inter-métiers, regroupant une diversité d'acteurs de la haie, comité susceptible d'orienter et de conseiller les porteurs du projet Resp'Haies mais aussi l'essaimage dans différents territoires. La première rencontre a été organisée par l'AFAC et Sciences Citoyennes à la Maison de la Recherche en Sciences Humaines de l'Université Caen les 16 et 17 septembre 2019. Chercheurs, agriculteurs, formateurs, pépiniéristes, décideurs politiques et administratifs nationaux, régionaux et locaux ont travaillé pendant deux demi-journées sur la thématique «Les haies en 2050», afin de penser RESP'HAIES dans le temps long et sur l'ensemble de ses dimensions (scientifique, économique, politique, éducative, etc.). Grâce à la méthodologie de l'atelier-scénario, de nouvelles idées ont pu être co-construites. Sciences Citoyennes a également animé un atelier avec une méthologie similaire, mais adapté du fait de contraintes d'agenda, dans le cadre d'un séminaire organisé par l'un des partenaires, la Bergerie Nationale de Rambouillet, afin de soumettre ces idées à des enseignants de lycées agricoles et de recueillir les leurs.

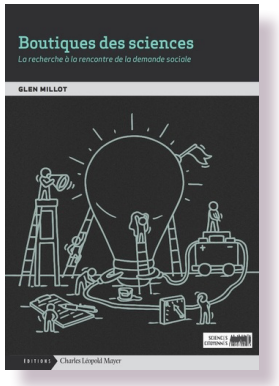
Le projet RESP'HAIES bénéficie du projet européen TeRRIFICA : l'accompagnement de Sciences Citoyennes est documenté, analysé et soutenu dans le cadre de TeRRIFICA. De plus, l'état des lieux des actions climatiques en régions Bretagne, Pays de la Loire et Normandie permettent d'inscrire RESP'HAIES dans une perspective plus large des actions pour l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques.

BOUTIQUES DES SCIENCES

Boutiques des sciences – la recherche à la rencontre de la demande sociale

Conçu pour permettre à des chercheurs, organisations de la société civile et décideurs locaux ou régionaux de disposer d'un outil à même de les accompagner dans la mise en place de dispositifs de mise en relation de la demande sociale et des compétences et connaissances de l'université ou plus largement du monde de la recherche, l'ouvrage *Boutiques des sciences – la recherche à la rencontre de la demande sociale*[38] explique la manière dont les Boutiques de Sciences françaises et francophones fonctionnent à travers le descriptif de leurs divers modes de fonctionnement. En effet le terme de Boutiques des Sciences regroupe une diversité de pratiques réunies autour de la volonté de mettre à disposition de la société civile des savoirs leur permettant de renforcer leur capacité d'agir. Qu'il s'agisse de nourrir et légitimer leur plaidoyer ou de faciliter leur analyse ou leur expertise, ces collaborations multipartites permettent un croisement des savoirs et des représentations.

38. Glen Millot, Éditions Charles Léopold Mayer, Janvier 2019, 200p, 11€, ISBN : 978-2-84377-214-6



Couverture de l'ouvrage de Glen Millot paru aux Éditions Charles Léopold Mayer

La cadre historique qui a permis l'émergence de ce type de modèles est brièvement rappelé. Ainsi, le lecteur apprendra que cette dynamique remonte aux années 1970 en réponse à la nécessité de concrétiser la responsabilité sociale des universités, prolongement des réflexions de mai 1968. Elle n'a vu le jour en France qu'avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Malheureusement l'injonction de rentabilité, consécutive aux offensives néo-libérales nées lors des années « Thatcher-Reagan » a quasiment éradiqué les acteurs du mouvement. Il faudra attendre les années 2000 pour le voir de nouveau émerger et se renforcer. Il en a profité pour s'internationaliser avec la création d'un réseau international, dont Sciences Citoyennes, est un point de contact et d'un réseau francophone, que Sciences Citoyennes anime.

Des Boutiques des Sciences en réseau

C'est même à trois niveaux régionaux que les Boutiques des Sciences s'organisent. Historiquement le plus ancien, le réseau *Living Knowledge*[39] comporte une très forte composante européenne dû aux modes de financement de ses membres, souvent soutenu par les fonds des Programmes Cadre de Recherche et Innovation. Il assure un espace d'échanges et de mutualisation à travers une liste de diffusion, des invitations croisées à rejoindre des consortiums européens en tant que partenaire ou membre d'un *advisory board*, ou à intervenir lors d'événements. Le réseau

39. https://www.livingknowledge.org

soutient la publication d'une newsletter régulière[40]. Tous les deux ans, un de ses membres organise une conférence internationale qui rassemble des centaines de participants de plusieurs dizaines de pays de tous les continents. Celle de 2020, LK9, est programmé du 24 au 26 juin, à Groningen, Pays-Bas. Glen Millot participe pour Sciences Citoyennes à l'*International Advisory Committe*e en charge de sélectionner les contributions soumises.

Créé plus récemment, le réseau francophone regroupe une trentaine d'organisations d'Europe, d'Afrique et d'Amérique du Nord. Son organisation informelle permet cependant le développement d'initiatives de la part de ses membres sans lourdeur administrative ou organisationnelle. Ainsi, plusieurs de ses membres participent au projet européen InSPIRES[41]. Dans ce cadre, de nombreux membres ont pu participer à l'École de Printemps des Boutiques des Sciences organisée à Tunis en avril 2019. De cette rencontre, la décision de reprendre l'idée d'un site web pour le réseau a conduit à organiser des réunions régulières pour définir la structuration et l'organisation de l'administration de ce site. Il est actuellement en cours d'élaboration et une première version sera mise en ligne au premier semestre 2020[42]. À noter que le réseau francophone devrait proposer un atelier lors de la 9e conférence *Living Knowledge* (LK9) en juin 2020. Les membres du Sud du réseau sont également sollicités dans le cadre d'un projet coordonné par Sciences Citoyennes qui sera soumis dans le cadre des appels SWAFS 2020.

Enfin, plus près de chez nous, les Boutiques des Sciences de Lyon, Lille et Montpellier ont prévu de collaborer autour d'un projet de rencontres régionales et nationales dans le cadre d'un soutien du ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI).

40. http://lists.ucc.ie/cgi-bin/wa?SUBED1=LK-NEWSLETTER-L&A=1
41. https://www.livingknowledge.org/projects/inspires/
42. http://boutiquedessciences.net/

SE MOBILISER
AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

RÉSEAUX
MOUVEMENTS SOCIAUX
SCIENCES EN BOBINES

SCIENCES CITOYENNES ET LES RÉSEAUX

Notre association fait partie de plusieurs réseaux et collectifs dont ceux listés ci-après.

CRID

Sciences Citoyennes est membre du CRID qui rassemble une soixantaine de structures de la solidarité internationale. L'essentiel de nos activités communes se centre sur notre participation à la future «Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités» qui se tiendra à Nantes en août 2020. Nous participons au comité de pilotage de cet événement avec pour objectif de donner une place conséquente aux questions scientifiques et techniques en nous alliant à d'autres partenaires associatifs.

Collectif des Associations Citoyennes (CAC)

Sciences Citoyennes est administrateur du Collectif des Associations Citoyennes (CAC), qui développe une analyse globale des difficultés associatives et élabore des propositions pour une nouvelle politique associative. Même si le rôle d'administrateur est difficilement tenu par manque de temps, les échanges et liens qui existent entre les deux organisations permettent l'enrichissement de nos positionnements et le croisement de nos plaidoyers, en particulier sur la co-construction des politiques publiques, la recherche participative et le bien-fondé de repenser les démarches participatives.

Réseau Environnement Santé (RES)

L'action du RES a principalement consisté à développer la campagne « Villes et Territoires sans Perturbateurs Endocriniens ». La charte a été signée par 4 régions, 6 départements et 200 communes. Elle permet une mobilisation citoyenne autour de l'objectif d'élimination des PE, mais plus largement elle permet d'accentuer la prise de conscience de l'importance du lien entre Santé et Environnement. Cette campagne a contribué à faire adopter la 2e phase de la Stratégie Nationale Perturbateurs Endocriniens en septembre 2019. Le RES a été impliqué dans les grands dossiers d'actualité, « bébés sans bras », « cancers pédiatriques », incendie Lubrizol… dossiers qui mettent clairement en évidence la nécessité de développer la santé environnementale, en réponse à la crise sanitaire. L'objectif est sur cette base d'obtenir des Etats Généraux de la Santé Environnementale fin 2020, début 2021 en prenant appui sur une mobilisation citoyenne décentralisée.

ENSSER

ENSSER est très impliquée sur des sujets qui nous sont importants, en particulier le forçage génétique et les questions soulevées par l'évaluation des OGM et la réglementation des «nouveaux OGM». Ces questions entrent complètement dans le cadre des travaux du GT manipulation du vivant. ENSSER cherche également à élargir son champ d'expertise et inclure plus de scientifiques critiques dans les domaines du climat et de l'énergie, des ondes électromagnétiques, la 5G, la nanotechnologie, etc. Sciences Citoyennes pourrait sans doute aussi échanger dans certains de ces domaines. En revanche, Sciences Citoyennes n'a pas été en mesure d'étudier de façon plus approfondie sur la «démocratie» dans la recherche scientifique (dans la pratique et la définition des objectifs d'une recherche au service des citoyens) et l'implication des citoyens sur les questions scientifiques (Conventions de Citoyens entre autres). Il semble que ces pistes mériteraient d'être creusées avec ce réseau.

Inter-orga Climat

Plusieurs membres de Sciences Citoyennes ont participé au mouvement « climat », à Rouen et à Paris.

À Paris, des membres de Sciences Citoyennes ont participé à la majorité des manifestations de 2019, notamment celles de mars. Toutefois, sans banderole ni tract, notre présence n'était pas visible.

De même, des membres de Sciences Citoyennes ont représenté l'association aux réunions parisiennes de «l'inter-orga» du mouvement climat, ainsi qu'à un séminaire exceptionnel de 2 jours à Villarceaux. Les réunions régulières ont lieu à un rythme mensuel ou bi-hebdomadaire, selon les urgences à traiter. Plus d'une vingtaine d'organisations y participent : de jeunes (Youth for Climat, Fridays for Future, Extinction Rebellion, ...), les grandes ONG humanitaires et écologiques (OXFAM, Greenpeace, Fondation Nicolas Hulot, ATTAC, LDH, ...), et un syndicat (Solidaires). Malgré la grande hétérogénéité des participants, ces réunions sont présidées de manière remarquable par le CRID, qui a réussi à maintenir une certaine cohésion, malgré des tensions importantes. Les réunions de 2019 se sont focalisées sur les tâches matérielles liées aux manifestations :

- *Choix de dates* - La majorité des organisations – notamment celles de jeunes – sont liées d'une manière ou autre à des réseaux internationaux (Youth for Climate...), avec leurs propres calendriers, mais sans coordination entre elles. Ainsi, l'inter-orga doit tenter de choisir entre une large offre de dates, certaines incontournables ou imposées. Par ailleurs, les dates de mobilisation sont le plus souvent scindées entre un vendredi à l'appel des organisations de jeunes, et un samedi pour les autres organisations.
- *Communication* - Pour chaque manifestation, un sous-groupe organise le contenu et la production de la communication : papier, entretiens dans les médias, Facebook, ...

- *Articulation Paris-province* - L'inter-orga vise surtout un échange d'informations sur les action hors de l'IDF.
- *Nature des actions* - Les organisations participant à l'inter-orga diffèrent largement dans leurs choix tactiques et sur leurs «théories de changement». Le niveau de confrontation avec les forces de (dés)ordre constitue un clivage important.

Les participants à l'inter-orga déplorent régulièrement le manque de temps pour des discussions de fond. Ainsi, le CRID a organisé le séminaire de Villarceaux, puis a lancé deux discussions, sur un «cadre de fonctionnement» portant sur les modalités de travail commun, et un «socle commun» portant sur l'analyse politique et stratégique. Des membres de Sciences Citoyennes ont contribué au processus «socle commun».

MOUVEMENTS SOCIAUX

Processus Sciences – Sociétés – Démocratie

Dans le précédent rapport d'activité, nous écrivions : «Contribuer à construire une alliance entre les scientifiques et les mouvements n'est pas une mince affaire. En effet, nous tenons à questionner non seulement le renouvellement de la pensée scientifique confrontée aux révolutions philosophiques de l'écologie et des nouvelles technologies mais aussi l'évolution de l'expertise confrontée au choix entre la démarche scientifique et le marché. Nous souhaitons également travailler sur l'approfondissement de la démocratie par rapport au pouvoir de l'expertise. Nous avons jugé bon de programmer une série d'entretiens avec des acteurs-clés du monde de la recherche et de la société civile de manière à alimenter un processus d'échanges (séminaires, colloques) sur ce qui permettrait des avancées concrètes et opérationnelles.» La présence d'un stagiaire, Thomas Germain, de mars à septembre grâce au soutien de la FPH, et l'implication des membres du comité de pilotage a permis de mener à bien cette mission puisque près de trente entretiens ont été conduits. Ces derniers ont été transcrits et synthétisés ouvrant la voie à la phase suivante du projet à savoir une analyse en profondeur du matériau recueilli. Le soutien de la fondation Un monde par tous nous permettra de poursuivre nos travaux sereinement au cours de l'année 2020 avec notamment la venue d'un nouveau stagiaire, Simon Grudet, de mars à septembre. Nous envisageons d'organiser des séminaires de travail sur des thèmes transversaux, une participation à la journée d'hommage à Benjamin Dessus organisée par Global Chance sur le thème Sciences - Démocratie - Sociétés et une implication dans l'Université d'été des mouvements sociaux et des solidarités qui se déroulera à Nantes en août 2020 [Ces deux derniers événements ont été reportés du fait de la situation sanitaire, *ndlr*].

Intercoll

Le projet Intercoll vise à participer à l'émergence progressive d'un nouvel « intellectuel collectif international » à partir des travaux des mouvements et des réseaux de recherche et d'éducation populaire qui leur sont liés. Intercoll ambitionne de créer un espace international et multiculturel, c'est pourquoi le site fonctionne en six langues (français, anglais, espagnol, portugais, arabe et mandarin). La dimension «Sciences et Démocratie» de ce projet est encore en gestation mais nous pouvons relever qu'en 2019, elle a reçu le soutien de plusieurs organisations étrangères, un soutien qui permettra le lancement officiel de la dynamique courant 2020.

Cellule de crise Lubrizol

La catastrophe «Lubrizol» de Rouen a révélé, s'il le fallait, l'impréparation des autorités pour faire face à la gestion et aux conséquences d'un accident de cette ampleur. Le silence coupable et l'absence de transparence à la fois de la société Lubrizol et de la préfecture ont laissé les citoyens dans une situation intenable. Des adhérents présents sur place ont invité Sciences Citoyennes à prendre la mesure des «dégâts» et à réfléchir à la manière de s'emparer de ce sujet. Il a ainsi été décidé, lors d'un week-end de travail de l'association, de mettre en place un système de «cellule de crise» pour être en mesure de réagir plus rapidement que nous ne l'avions fait dans ce cas précis (nous nous étions «contentés» de signer un texte collectif[43]). Cette cellule de crise Lubrizol constitue un «pilote» et nous tâcherons au mieux de répondre à cette crise d'ampleur en soutien aux populations locales mais aussi pour faire valoir les changements nécessaires au niveau national (voire européen).

14E FESTIVAL SCIENCES EN BOBINES

Véritable moment de formation, d'échanges et de débat, le festival Sciences en Bobines créé en 2004, permet le développement de dynamiques locales ou régionales autour de thématiques portées par plusieurs dizaines de bénévoles (administrateurs, adhérents et sympathisants) et salariés[44] et d'organisations partenaires[45]. Cette année, pour sa 14e édition, qui s'est tenue du 27 septembre au 24 octobre, près d'une trentaine de projections-débats ont rassemblé plus de 1500 participants dans 20 villes de France et de Québec (Aix-les-Bains (73), Albi (81), Angoulême (16), Annecy (74), Annemasse (74), Avignon (84), Bures-sur-Yvette (91), Castres (81), Chaussy (95), Chertsey (Québec), Grenoble (38), Mâcon (71), Montreuil (93), Nantes (44), Orsay (91), Palaiseau (91), Paris (75005 et

43. https://sciencescitoyennes.org/tribune-apres-lubrizol-plus-jamais-ca-france-info-17-octobre-2019/
44. Aude Lapprand, Aurore Grandin, Béatrice Janiaud, Chloé Kerrer, Cyril Fiorini, Fabien Piasecki, François Warlop, Gaëlle des Déserts, Isabelle Jooris, Jacques Tolédano, Kevin Jean, Nadia Collot, Patrice Goyaud, Patricia Kasperet, Pierre-Marie Théveniaud, Pierre-Marie Théveniaud, Yann Camaret.
45. 4D Isère, ACRO, Alternatiba Grenoble, les Amis du monde diplomatique, ATTAC, Autour du 1er mai, Beaux-Arts de Nantes, Cinémas Utopia, E3M, Éco-Pertica, Écocampus ENS, Électrosensibles de France / Priartem, Enfants de Tchernobyl Belarus, FNEB, Générations Futures, Global Chance, Inf'OGM Ingénieurs sans Frontières, La Base, LDH, Municipalité de Chertsey, Nature et Progrès, Petits Débrouillards, Peuple et Culture Corrèze, PiNG, Réseau Environnement Santé, Réseau Sortir du nucléaire, Robin des toits, Santé-Environnement en Rhône-Alpes et Sud-recherche EPST.

75010), Ruelle-sur-Touvre (16), St-Ouen-l'Aumône (95) et Thonon-les-bains (74)), dont 8 nouvelles, essentiellement en Savoie et Haute-Savoie, ceci grâce au partenariat avec l'association Robins des Toits[46].

18 films ont été programmés cette année, dont certains en avant-première, sur des thématiques très variées permettant soit de proposer un angle critique, soit de discuter de solutions ou d'alternatives : agroécologie et biodiversité, lanceurs d'alerte et expertise, chronotopie et modes d'organisation, santé et modes de vie, climat et géo-ingénierie, environnement et pollution, Tchernobyl et Fukushima, téléphonie mobile et ondes électromagnétiques, logiciels libres et sécurité.

En plus des nombreux bénévoles, Sciences Citoyennes tient à remercier les dizaines d'intervenants qui ont accepté de participer gracieusement, le festival n'ayant pas les moyens d'aller au-delà d'un simple remboursement de frais de déplacement. Merci donc à Arthur Rifflet, Brigitte Lerendu, Catherine Guéneau, Cyril Fiorini, François Jacquemain, François Zaïdi, Gérard Leblanc, Isabelle Goldringer, Jacqueline Collard, Kevin Jean, Kevin Morel, Klaus Scheidsteiger, Louis Adrien Delarue, Marie Ghis-Malfilatre, Marie-Claude Juneau, Marie-France Hébrard, Marie-Monique Robin, Marine Masquier, Maxime de Rostolan, Patrice Goyaud, Patricia Brousseau, Patricia Kasperet, Philippe Borrel, Pierre-Marie Hébrard, Pierre-Marie Théveniaud, Richard Faitg, Sophie Pelletier et Yves Lenoir.

À partir de l'année 2020, le festival pourrait être décalé, le mois d'octobre étant compliqué pour les étudiants et organisations étudiantes.

46. https://www.robindestoits.org

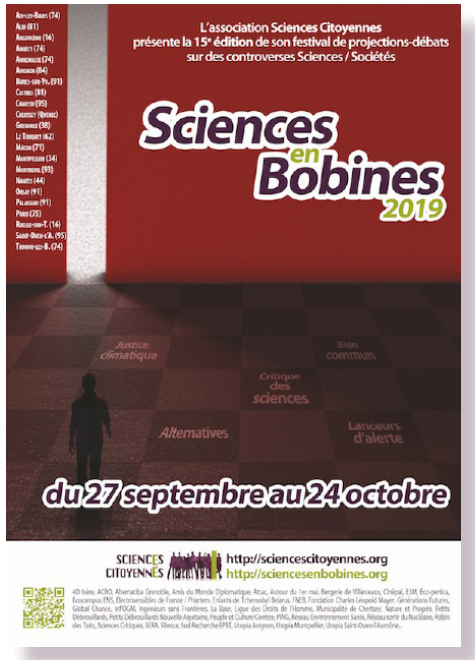
Programmation de l'édition 2019

- 27 septembre 2019 – Sciences en Bobines à Chaussy (95). Projection de "L'horizon des possibles" de Catherine Guéneau et Gérard Leblanc. Débat avec les maraîchers Catherine Guéneau et Gérard Leblanc (réalisateurs du film).
- 27 septembre 2019 – Sciences en Bobines à Mâcon (71). Projection de "Les sentinelles" de Pierre Pézerat. Débat avec la participation de Brigitte Lerendu (médecin en santé publique) et de Marine Pasquier (présidente du Collectif Mâconnais Pesticides et Santé). En partenariat avec la Ligue des Droits de l'Homme.
- 1er octobre 2019 – Sciences en Bobines à Orsay (91). Séance pour les scolaires en avant-première et projection de « Nouvelle Cordée » de Marie-Monique Robin. Débat avec la participation de Marie-Monique Robin (réalisatrice).
- 4 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Chertsey (Québec). Projection de « Régénération » d'Alex Ferrini. Débat avec la participation de Patricia Brousseau (nutrithérapeute). En partenariat avec la municipalité de Chertsey.
- 7 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Grenoble (38). Projection de « Océans, le mystère du plastique » de Vincent Perazio. Débat avec la participation de Jacqueline Collard (Présidente de l'association Santé Environnement Auvergne Rhône-Alpes (SERA)). En partenariat avec 4D Isère, les amis du Monde Diplomatique et Alternatiba Grenoble.
- 8 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Bures-sur-Yvette (91). 20h : Projection de « La Terre vue du cœur » de Iolande Cadrin-Rossignol. Débat avec Maxime De Rostolan, animé par Patricia Kasperet, en présence de Artisans du Monde, L214, WWF, FNE, FNH, Liragif et Mouvement Utopia.
- 8 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Montreuil (93). Projection de « Condamnés à réussir » de François Jacquemain. Débat avec la participation de François Jacquemain (réalisateur) et de Marie Ghis-Malfilatre (Centre d'étude des mouvements sociaux-CNRS). En partenariat avec le festival Sciences Infuses avec le soutien du Conseil régional d'Île-de-France.
- 10 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Annecy (74). Projection de « Les effets des ondes de la radiocommunication mobile sur la santé » de Klaus Scheidsteger. Débat avec la participation de Klaus Scheidsteger (réalisateur), de Pierre-Marie Théveniaud (Robin des Toits) et de Richard Faitg (Médecin ASEF et CES74). En partenariat avec Robin des Toits.
- 11 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Chertsey (Québec). Projection de "Le jeûne, une nouvelle thérapie ?" de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade. Débat avec la participation de Marie-Claude Juneau (naturopathe). En partenariat avec la municipalité de Chertsey.
- 11 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Nantes (44). Projection de « L'urgence de ralentir » de Philippe Borrel. Débat avec la participation de Philippe Borrel (réalisateur). En partenariat avec PiNG et les Beaux-Arts de Nantes Saint-Nazaire.
- 11 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Castres (81). Projection de « Les effets des ondes de la radiocommunication mobile sur la santé » de Klaus Scheidsteger. Débat avec la participation de Marie-France et Pierre-Marie Hébrard et de Patrice Goyaud (Robin des Toits). En partenariat avec Robin des Toits.
- 11 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Thonon-les-Bains (74). Projection de « Les effets des ondes de la radiocommunication mobile sur la santé » de Klaus Shceidsteger. Débat avec la participation de Klaus Scheidsteger (réalisateur), de Pierre-Marie Théveniaud (Robin des Toits) et de Richard Faitg (Médecin ASEF et CES74). En partenariat avec Robin des Toits.
- 14 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Palaiseau (91). Projection de « Ondes de choc » de Klaus Scheidsteger. Débat "Exposition aux ondes et risques pour la santé : sommes-nous bien protégés ?" avec la participation de

Sophie Pelletier (Priartem). En partenariat avec Priartem.

- 14 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Grenoble (38). Projection de « Chernobyl (extraits) » de Craig Mazin. Débat avec la participation de Yves Lenoir (président de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus, auteur de La Comédie Atomique, La Découverte, 2016 et, avec le réalisateur Marc Petitjean, du film « Tchernobyl, le monde d'après », ETB, 2018.

- 15 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Angoulême (16). Avant-première. Projection de « LoL, une affaire sérieuse » de François Zaïdi. Débat avec la participation de François Zaïdi (réalisateur).



Affiche de l'édition 2019

- 17 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Ruelle-sur-Touvre (16). Projection réservée aux lycéens charentais de « Demain, tous crétins ? » de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade. Débat avec la participation de Louis Adrien Delarue (médecin citoyen). En partenariat avec le Réseau Environnement Santé.

- 17 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Annemasse (74). Projection de « Les effets des ondes de la radiocommunication mobile sur la santé » de Klaus Scheidsteger. Débat avec la participation de Klaus Scheidsteger (Réalisateur), de Pierre-Marie Théveniaud (Robin des Toits) et de Richard Faitg (médecin ASEF et CES74). En partenariat avec Robin des Toits.

- 17 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Ruelle-sur-Touvre (16). Projection tout public de "Demain, tous crétins ?" de Sylvie Gilman et Thierry de Lestrade. Débat avec la participation de Louis Adrien Delarue (médecin citoyen). En partenariat avec le Réseau Environnement Santé.

- 18 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Albi (81). Projection de « Les effets des ondes de la radiocommunication mobile sur la santé » de Klaus Scheidsteger. Débat avec la participation de Marie-France et Pierre-Marie Hébrard et de Patrice Goyaud (Robin des Toits). En partenariat avec Robin des Toits.

- 18 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Chertsey (Québec). Projection de « Debout » de Stéphane Haskell. Débat en partenariat avec la municipalité de Chertsey.

- 18 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Aix-les-Bains (73). Projection de « Les effets des ondes de la radiocommunication mobile sur la santé » de Klaus Scheidsteger. Débat avec la participation de Klaus Scheidsteger (Réalisateur), de Pierre-Marie Théveniaud (Robin des Toits) et de Richard Faitg (médecin ASEF et CES74). En partenariat avec Robin des Toits.

- 18 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Grenoble (38). Projection de « Thermostat climatique » de Arthur Rifflet. Débat avec la participation de Joël Savarino (DR CNRS expert en géoingéniérie) et de Béatrice Janiaud (Sciences Citoyennes). En partenariat avec 4D Isère, les amis du Monde Diplomatique et Alternatiba Grenoble.

- 22 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Paris (75). Projection de « Thermostat climatique » de Arthur Rifflet. Débat avec la participation d'Arthur Rifflet (Réalisateur) et de Kevin Jean (Sciences Citoyennes).

- 24 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Avignon (84). Projection de « Fukushima, le couvercle du soleil » de Futoshi Sato. Débat avec la participation de Didier Glatigny (CRIIRAD).

- 24 octobre 2019 – Sciences en Bobines à Saint-Ouen l'Aumône (95). Projection de « Gens des blés » d'Harold Vasselin. Débat avec la participation d'Isabelle Goldringer (Généticienne, Sciences Citoyennes) et de Cyril Fiorini (Nature & Progrès IdF).

INFORMER
ET CONVAINCRE

SITES WEB
RÉSEAUX SOCIAUX
BULLETINS
APÉROS-DÉBATS

INFORMER ET CONVAINCRE

SITES WEB

Comme nous l'écrivions en 2018, « Sciences Citoyennes est en charge de l'administration et de l'animation de plusieurs sites web qu'elle a créés. L'ensemble de nos sites web est développé sur une base WordPress pour en faciliter la maintenance, tout en nous laissant la possibilité d'adopter des structurations très différentes en fonction de la nature de chaque site : trois sites, plutôt institutionnels, présentent à la fois les missions et activités des structures ou réseaux concernées, tandis que les trois autres sites, étant reliés à des événements ou dynamiques spécifiques, ont moins besoin d'être dynamiques ou seulement ponctuellement, au moment des temps forts des événements qu'ils accompagnent ».

@ https://sciencescitoyennes.org

Site historique et principal de l'association, cet espace comprend une partie en français, quelques articles en anglais, ainsi qu'un espace dédié pour nos adhérents. À mi-chemin entre un site ressources et un site d'actualités, ce site web propose environ 1 800 articles, dont 64 en 2019, en légère baisse en comparaison à 2018. Ils sont regroupés dans quatre rubriques : « Démocratisation de la science », « Déontologie de la recherche », « Tiers-secteur de la connaissance » et « Nos (pro)positions et actions ». Cette grande hétérogénéité rend parfois difficile l'accès aux contenus et nous invite à repenser l'organisation du site de manière générale, afin de tenir compte de la diversité de nos publics. La refonte du site fait donc partie de nos projets à moyen terme.

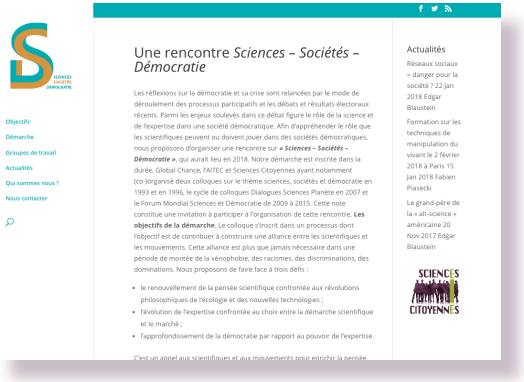
D'un point de vue statistique, le nombre de visites a légèrement baissé de 9 % en 2019 mais atteint malgré tout près de 28 000 visites. Le nombre de visiteurs uniques a lui significativement diminué. Une des explications de ces baisses se situe sans doute par un déport des visiteurs vers le site des la Maison des Lanceurs d'Alerte mais aussi par le fait qu'en 2019, notre association n'ait pas organisé ou participé à autant d'événements publics que les années précédentes. Ces chiffres devraient être sensiblement différents en 2020 au regard des activités envisagées.

@ https://sciencesenbobines.org

Ce site dédié au festival Sciences en Bobines comporte chaque année une centaine de pages, mises à jour en août-septembre, de manière à permettre aux visiteurs de consulter le programme par différents points d'entrée (film, date, ville ou intervenant). Il est donc remis à neuf chaque année, tout en permettant de consulter le programme des éditions précédentes. Le festival ayant lieu en octobre, les pics de consultation de site ont lieu au cours des mois de septembre et octobre.

Une page regroupe une présentation de la cinquantaine de partenaires du festival avec des liens vers leurs sites web, ce qui permet grâce aux liens en retour de renforcer la diffusion des informations concernant le festival, bien que l'expérience nous ait montré que ce mode de communication n'est pas toujours le plus adapté pour toucher le public localement.

@ https://sciences-societes-democratie.org

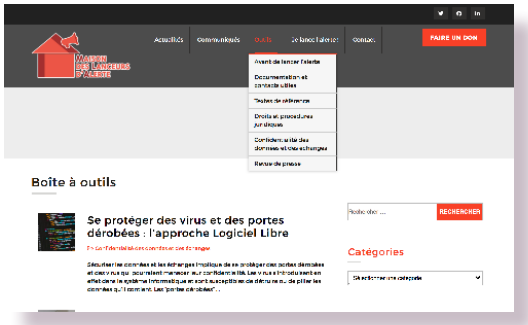


Le site web de l'initiative SSD évolue très peu. Le travail d'analyses effectué dans le cadre de ce projet étant difficilement valorisable à ce stade. Cela devrait changer au gré des productions, synthèses et événements que nous coordonnerons dans les mois et années qui viennent.

@ https://recherche-responsable.org

Un site dédié avait été mis en place pour soutenir le triptyque de colloques sur la responsabilité scientifique en 2018. Il fournit aux intéressés de nombreux éléments sur le programme et les intervenants. On y retrouve également les vidéos des interventions lors des colloques.

https://mlalerte.org



Sciences Citoyennes a assuré le développement du site de la Maison des Lanceurs d'Alerte (MLA), ouvert en novembre 2018, au moment du lancement de la campagne de démarrage de cette nouvelle structure. Il a depuis énormément évolué et contient de nombreuses ressources susceptibles d'aider les lanceurs d'alerte, les communiqués produits par la MLA et une veille sur les alertes et les lanceurs d'alerte.

@ https://www.fmsd-wfsd.org

Le site web du Forum Mondial Sciences et Démocratie est en «*stand-by*» depuis que les organisateurs de l'édition 2018 y ont placé des ressources au sortir de l'événement. Il n'est aujourd'hui plus mis à jour.

RÉSEAUX SOCIAUX

Facebook

Nous avons connu cette année une progression de plus de 300 abonnés passant de près de 2900 à plus de 3200. Cette augmentation, un peu plus importante que les années précédentes, tient sans doute au fait que nous avons multiplié les publications cette année, que nous avons relayé un certain nombre de campagnes mais aussi parce que des administrateurs et des adhérents se font le relais de nos posts sur ce réseau social. Il est à noter que «mécaniquement» les publications qui connaissent le plus grand «succès» sont celles où nous relayons des campagnes au sein de collectifs associatifs.

Twitter

Avec 1300 abonnés, Sciences Citoyennes poursuit sa modeste progression sur Twitter. Comme pour Facebook, le fait que des administrateurs se soient emparés de cet outil nous permet d'y être présent plus régulièrement. En 2020, comme ce fut le cas pour l'appel aux dons 2019 notamment, nous tâcherons de produire des contenus adaptés à ce réseau social et dépasser le stade actuel qui est essentiellement celui d'un relais de nos productions ou des événements auxquels nous participons.

CHAÎNE YOUTUBE

Nous tâchons de multiplier les supports de diffusion de nos travaux. Notre chaîne YouTube[47] en fait partie. Dans la mesure du possible, nous réalisons une captation des colloques, séminaires et apéro-débats que nous organisons. Par exemple, notre chaîne a accueilli les vidéos du cycle de colloques Pour une recherche scientifique responsable ou encore la conférence Conventions de citoyens, prenons la démocratie au sérieux. Les capsules réalisées pour notre dernier appel aux dons ont également été diffusées sur cette chaîne.

BULLETINS D'INFORMATIONS

Cette année, nous avons publié 18 infolettres ce qui correspond à notre rythme « habituel », 2018 ayant été une année exceptionnelle avec 25 infolettres envoyées (contre 17 en 2017). Une bonne partie de ces bulletins d'informations était mono-thématique : Festival Sciences en Bobines, Apéro-débat *Militer pour la science – Est-ce bien raisonnable ?*, appel aux dons… Pour le reste, il s'agissait « classiquement » d'annoncer certains de nos événements, nos publications et tribunes, les campagnes collectives que nous avons soutenues.

APÉROS-DÉBATS

À l'automne 2019, Sciences Citoyennes a (co-)organisé deux apéros-débats qui ont connu un franc succès :

- « Quelle place pour les pratiques agricoles dans la lutte contre le changement climatique ? » le 21 novembre 2019 à Clamart

L'agriculture conventionnelle est responsable d'une part non négligeable des émissions de gaz à effets de serre

47. https://www.youtube.com/channel/UCNCTmHcIKUgGKbqc_0vFkHg

(environ 25% des émissions d'origine humaine). Les changements climatiques auxquels elle participe risquent bien de menacer ses rendements et la qualité nutritionnelle de ses produits. Or, au lieu de faire partie du problème et d'en subir les conséquences, l'agriculture pourrait faire partie des solutions. L'agroécologie et les pratiques favorisant la biodiversité ont un rôle primordial à jouer dans la transition écologique et sociale. D'une part, ces pratiques permettent aux sols de retrouver leur rôle de puits de carbone, participant ainsi à l'atténuation du changement climatique au niveau global. D'autre part, elles offrent des alternatives aux engrais et pesticides de synthèse et favorisent la résilience au niveau local, pour les paysages cultivés et mais aussi pour les paysan-ne-s. Dès lors, comment favoriser les pratiques agricoles respectueuses des sols et des écosystèmes ? Et quelle place pour les consommateurs dans la promotion de ces pratiques ?

- « Militer pour la Science : est-ce bien raisonnable ? » le 27 novembre 2019 à Paris

L'année 2019 a vu une prolifération d'initiatives se mobilisant pour « défendre la Science », sa culture, sa rationalité, sa place dans la prise de décisions publiques. Ce militantisme « Pro-Science » est-il une réponse à une défiance croissante de nos sociétés en crise face au développement technoscientifique ou correspond-il à la résurgence d'un scientisme héritier d'un positivisme du XIXe siècle ?

Visuel de l'apéro-débat du 27 /11/2019

SCIENCES CITOYENNES EN LIBRAIRIE

Deux ouvrages «estampillés» Sciences Citoyennes ont vu le jour en 2019 :

- *Boutiques des sciences – la recherche à la rencontre de la demande sociale*
  Glen Millot, Éditions Charles Léopold Mayer, Janvier 2019, 200p, 11€, ISBN : 978-2-84377-214-6 (voir plus haut)
- *Vérités citoyennes. Les sciences contre la post-vérité*
  Maryvonne Holzem (dir.), Éditions du croquant, 174p, 12€, ISBN-13: 978-2-36512-220-7

Couverture de l'ouvrage coordonné par Maryvonne Holzemt paru aux Éditions du croquant

Né d'une table ronde organisée par l'association Sciences Citoyennes, ce livre va au-delà d'un cadre disciplinaire strict et bénéficie d'une pluralité de points de vue. Il dépasse le stade des constats pour éclairer le phénomène de la prétendue « post-vérité » dans un domaine où l'idée de vérité partagée est essentielle : celui des sciences. Il explore plusieurs pistes pour démocratiser la connaissance scientifique et la pensée critique à l'heure où la précarisation de l'information redouble la précarité économique de bon nombre de citoyens qui exigent à juste titre de n'être plus des intermittents de la vie politique.

SCIENCES CITOYENNES DANS LES MÉDIAS

Vous trouverez ci-après quelques-unes des apparitions médiatiques de Sciences Citoyennes au cours de l'année 2019. Cette liste n'a rien d'exhaustif et les éléments mentionnés précédemment dans le présent rapport ne sont pas systématiquement repris. Nous vous invitons à consulter notre site internet et nos pages sur les réseaux sociaux pour un panorama plus complet.

- « Tribune « Pour un printemps climatique et social » co-signée par Kévin Jean pour Sciences Citoyennes le 13 mars 2019.
- « Les ingénieurs doivent-ils renoncer à leur métier ? » par François Briens dans La décroissance, avril 2019.
- « Lettre ouverte au Président de la République » par Edgar Blaustein, Fabien Piasecki et Jacques Testart sur le site de Mediapart le 21 mai 2019.
- « Post-vérité : Les sciences à l'heure des fake-news et de la propagande » par Jacques Testart et Marie-Angèle Hermitte sur le site lefigaro.fr le 23 mai 2019.
- « Société civile contre secret des affaires », Sciences Citoyennes signataire de la tribune publiée dans *Le Monde* en juillet 2019.
- « Après Lubrizol, plus jamais ça », Sciences Citoyennes signataire de la tribune diffusée sur le site de France Info le 17 octobre 2019.
- « L'objectif de croissance économique serait incompatible avec une sortie de la crise écologique » par François Briens dans *Le Monde*, 29 novembre 2019.
- « Pour le climat, soutenons la grève du 5 décembre », Sciences Citoyennes signataire d'une tribune collective publiée sur le site de Mediapart le 5 décembre 2019.
- « Convention Citoyenne - Pour la démocratie continue, contre la manipulation du pouvoir » par Edgar Blaustein, Dominique Cellier, Fabien Piasecki et Jacques Testart sur le site de Mediapart le 16 décembre 2019.

ANIMER L'ASSOCIATION

ADHÉRENTS ET DONATEURS
CONSEIL D'ADMINISTRATION
ÉQUIPE SALARIÉE

ADHÉRENTS ET DONATEURS

En 2019, Sciences Citoyennes compte 177 adhérents, soit un peu moins qu'en 2018 (32 adhérents en moins), et 27 donateurs contre 23 en 2018. Le montant global des cotisations a nécessairement diminué en même temps que la diminution du nombre d'adhérents, cependant il est à noter qu'il est compensé par une augmentation du montant global des donations sur 2019 par rapport à l'année précédente.

Concernant les adhésions, compte tenu des nombreux évènements publics (apéros débats, colloques, et festival) ayant eu lieu en 2018, cet écart s'explique facilement. Il n'est donc pas alarmant, d'autant que la base des adhérents, qui se renouvelle régulièrement, témoigne de son implication en montrant du répondant lors des sollicitations par mail sur des questionnements de l'association (exemple : réponses au sondage lancé pour la préparation des thèmes de discussion de la présente Assemblée Générale) et lors des demandes de soutien bénévole faites périodiquement par l'association.

Cela d'autant plus que, bien que le recrutement d'adhérents fasse partie des objectifs de l'association, autant pour des raisons d'augmentation d'impact que de recherche de ressources humaines et financières saines pour l'association, la politique de Sciences Citoyennes n'est pas jusqu'à présent tournée vers une approche quantitative mais plutôt qualitative de ses relations aux adhérents.

Le constat de l'utilisation de la plateforme Hello Asso qui a prouvé son efficacité ces dernières années, est qu'elle permet d'ouvrir l'adhésion mais aussi la donation à plus de personnes, de façon fluide et aisée. Ces adhésions Hello Asso sont en revanche pour des montants moins élevés que celles qui parviennent par chèques ou prélèvements automatiques. En revanche, une partie importante de nos dons – là aussi, plus souvent pour des petits montants – nous parvient par le biais de cette plateforme, ce qui est également intéressant pour l'association. Qui plus est, pour des raisons financières, l'équipe souhaite continuer à encourager les adhérents à plutôt cotiser par Hello Asso pour les prélèvements automatiques réguliers que par le système de prélèvement bancaire.

À souligner enfin, concernant Hello Asso, que l'usage de cette plateforme suppose également un travail de compilation dans la base de données de l'association des informations relatives aux adhérents qui nous rejoignent par ce biais. Cela représente une augmentation du temps de travail de l'équipe lié à la gestion des adhérents. Cette augmentation, si elle est à noter, n'excède cependant pas la capacité de notre force de travail et n'est donc pas problématique.

L'équipe prévoit de faire passer la gestion des adhérents sur un système CiviCRM. Ceci dans l'idée d'alléger le travail de gestion des adhérents, mais surtout, de réduire la marge d'erreur potentielle dans le traitement de ces données (notamment dans le contexte de l'établissement de reçus fiscaux qui ne peuvent être sujets à erreur, ou dans la rapidité d'intégration des nouvelles personnes à la mailing liste adhérents, etc.). En effet, bien que cette marge d'erreur soit actuellement peu importante, du fait d'une vigilance de l'équipe sur la question, le fait qu'elle puisse exister questionne donc l'aspect très artisanal de la gestion des listes adhérents et donateurs. Le chantier CiviCRM représente un temps de travail important porté par le salarié responsable des réseaux et de l'informatique, qui est déjà extrêmement sollicité sur d'autres champs d'activité de l'association. Aussi, il prend un certain temps à être mis en place mais il le sera prochainement.

CONSEIL D'ADMINISTRATION ET BUREAU

CA longs

En 2019, le Conseil d'Administration a compté 30 personnes, élues lors de l'AG du 6 avril 2019. La représentation féminine y reste minoritaire, avec cependant une légère hausse de la proportion des élues par rapport à 2018. Les chercheurs de profession ou chercheurs retraités restent majoritaires au sein du CA. Le rajeunissement amorcé il y a deux ans se poursuit comme en 2018.

Le CA se réunit environ toutes les 8 semaines. Ces réunions ont lieu en début de soirée en semaine, ou, sous forme d'un format long deux fois par an. Ces CA longs permettent d'approfondir certains sujets de travail de l'association tout en pensant les orientations stratégiques de la structure et en poursuivant une œuvre collective de réflexion pour la mise en œuvre du plaidoyer.

Le bureau émanant du CA a été élu le 24 mai 2019. Il est composé de 9 personnes. Le bureau se réunit à l'occasion de chaque CA, et entre ces rendez-vous toutes les 4 semaines environ. Le bureau prend en charge les décisions opérationnelles ne requérant pas la validation du CA. Cette année, le bureau a travaillé avec l'équipe salariée à la rédaction d'un accord collectif dont la version finale est encore en cours d'élaboration en 2020. Cet accord représente une formalisation des pratiques en cours au sein de l'association pour une meilleure visibilité des ressources humaines.

Week-end convivial

En 2019, année où le week-end stratégique prévu tous les deux ans afin de réunir les membres du CA et les salariés autour d'une réflexion poussée sur deux journées pleines, l'association inaugure une forme nouvelle de

rassemblement. Celui-ci prend la forme d'un week-end dit « convivial ». Il vise à renforcer la vie d'équipe, le lien entre adhérents, membres du CA et salariés. Pour se faire, il consiste en un dosage entre activités ludiques type « team-building » dont certaines nourrissent également les possibilités de l'association en termes de communication (scène ouverte, organisation de sketchs et écriture d'une saynète représentant le déroulement d'un « faux-CA humoristique », temps dédiés à des promenades en nature et à des jeux, travaux participatifs autour de personnages de bande-dessinée) et d'activités stratégiques de réflexion, de travaux en petits groupes et de réunions plénières. Tout comme le weekend stratégique de 2018, il poursuit l'initiative de mêler aux activités de réflexion de l'association un pourcentage d'adhérents tirés au sort et invités pour participer aux rencontres.

Séance de travail lors du « week-end convivial » 2019

ÉQUIPE SALARIÉE

Cette année 2019, la composition de l'équipe salariée a été plus stable qu'au cours des années précédentes. Elle compte 5 personnes, dont 4 sont à temps-plein et 1 à temps-partiel (Marie Laot, 15 heures par semaine).

Dès janvier, l'association recrute Charlotte Coquard pour un CDD de 12 mois autour du projet Européen TeRRIFICA. Ce CDD se pérennise en CDI en 2020 et les missions de Charlotte Coquard sont élargies à d'autres projets. L'association accueille également une stagiaire, Lola Keraron, qui fait un travail important en soutien de l'équipe impliquée sur les questions de responsabilité de la recherche notamment.

En 2018, afin de poursuivre la diversification des profils, l'association avait choisi de faire une demande d'agrément de service civique. Celle-ci avait été accordé mais les candidatures ayant tardé, 2019 n'a pas permis d'accueillir une personne en service civique au sein de l'association. Cependant, des volontaires sont accueillis à partir de 2020, la première, Maelle Frétigné étant arrivée dès janvier 2020.

Accord d'entreprise et DLA

Concernant le cadre donné à sa politique salariale, la structure décide de négocier un accord collectif qui sera effectif fin 2020. Celui-ci a été pensé avec l'aide d'un consultant mis à disposition par le dispositif d'accompagnement DLA, spécialiste de ce type de démarches. Cet accord consiste à fixer les dispositions qui dérogent ou élargissent celles de la Convention Collective de l'Animation, à laquelle l'association s'affilie.

Recherche de financements

L'association ne cesse de rechercher de nouveaux partenariats pour développer ses activités et favoriser l'impact de ses actions. En 2019, les efforts de l'équipe salariée pour solliciter des fonds ont été nombreux, et couronnés de succès. Ce dynamisme est illustré dans ce bilan des nouvelles candidatures déposées, des projets se poursuivant depuis plusieurs années et ayant des répercussions en termes d'activité et de finances en 2019 (pour plus de détails, voir le rapport financier), et des soutiens non-acquis ou des demandes en cours de préparation.

En 2019, Sciences Citoyennes a acquis à nouveau le soutien du FDVA formation pour mener des actions sur les thèmes : « Les lanceurs d'alerte » ; « Les enjeux de la géo-ingénierie » ; « Les associations, actrices de nouveaux modes de production de savoir scientifique » ; « La responsabilité en recherche scientifique » et « Les procédures participatives : des outils au service des associations ».

À noter que les thèmes « Manipulation du vivant » et « Analyse des politiques de recherche française et européenne » n'ont pas été soutenus en revanche, bien que le FDVA Formation ait répondu positivement à la demande déposée sur « Manipulation du vivant » en 2018.

Autre réussite, le Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a retenu le dossier soumis par Sciences Citoyennes sur l'appel à projets Sciences et Société 2019. De plus, via un partenariat avec Global Chance, Sciences Citoyennes continuera de bénéficier du soutien d'Un Monde Par Tous en 2020.

Se poursuivant également, et ce, depuis 2018, le projet TeRRIFICA met en lien Sciences Citoyennes avec de très nombreux acteurs dans toute l'Europe.

Enfin, l'association a remporté le marché public ouvert par l'ADEME sur la coordination du dispositif CO^3, après avoir été soutenue les années précédentes pour mettre en place ce même dispositif. Il s'agit donc là d'un partenariat fructueux et qui s'installe dans la durée avec ce second marché obtenu fin 2019.

Auprès de la European Cultural Foundation, l'association a répondu à l'appel Democracy Needs Imagination, en proposant de communiquer sur les enjeux de démocratisation de politique de recherche française et européenne à l'occasion des mobilisations du vendredi pour le climat. L'appel a été remporté par d'autres candidats mais l'association poursuit activement ses recherches afin de conclure de tels partenariats. Dans ce but, actuellement, et depuis le printemps 2019, l'équipe salariée travaille sur la préparation d'un appel à projet sur l'institutionnalisation de la Recherche et l'Innovation Responsable pour le Programme UE Horizon 2020.

C'est donc avec enthousiasme que nous faisons le bilan de cette année 2019, et c'est sur les bases de ce fort engagement pour faire vivre la structure que l'équipe envisage l'avenir en 2020.

AGIR
AU QUOTIDIEN

ÉVÉNEMENTS
TABLES RONDES
ENTRETIENS
ATELIERS

AGENDA NON EXHAUSTIF

Comme pour les tribunes ou interventions médiatiques, la liste ci-après ne se veut pas exhaustive et ne reprend pas l'ensemble des éléments évoqués précédemment et ce, quel que soit leur degré d'importance.

Janvier

- 13 janvier 2019 – Conférence « Les perturbateurs endocriniens et leurs impacts sur nos gènes » par Christian Vélot à Valenciennes.
- 14 et 15 janvier 2019 – Worshop « Engineering Future Generations? The New Debate about Societal Governance, Public Engagement, and Human Gene Editing for Reproduction", organisé à la Fondation Brocher (Suisse) par Center for Genetics and Society (Californie) : participation de Catherine Bourgain.
- 21 janvier 2019 – Rendez-vous avec le Défenseur des Droits pour le compte de la MLA, par Glen Millot.
- 23 janvier 2019 – Table ronde sur le transhumanisme à l'École normale supérieure Paris Saclay à Cachan : intervention de Jacques Testart.
- 27 janvier 2019 – Conférence « OGM, OGM cachés, nouveaux OGM : où en est-on ? », par Christian Vélot à Saint Pol de Léon.
- 31 janvier 2019 – Conférence-débat « Intelligence Artificielle et Transhumanisme: Progrès ou Périls? » organisée par Isegoria et Audencia Business School à Nantes : intervention de Jacques Testart.

Février

- 8 février 2019 – Intervention de Jacques Testart à AgroParisTech.

Mars

- 12 mars 2019 – Conférence « Mettre les sciences dans le champ de la démocratie » au colloque interdisciplinaire « Intégrité scientifique à l'aune du droit » à l'Université Paris Panthéon-Sorbonne : intervention de Catherine Bourgain.
- 13 mars 2019 – Présentation de Sciences Citoyennes aux Journées des doctorants de l'ADEME, à Angers, par Cyril Fiorini, Arthur Hellouin de Méninbus et Aude Lapprand.
- 14 mars 2019 – Conférence « Les perturbateurs endocriniens et leurs impacts sur nos gènes » par Christian Vélot à Nogent le Rotrou.
- 22 mars 2019 – Conférence « Post-vérité : Les sciences à l'heure des fake-news et de la propagande » à l'Université de Caen Normandie : intervention de Maryvonne Holzem.
- 23 mars 2019 – Ciné-débat « Surveillance généralisée, manipulations génétiques... Est-ce encore totalement de la science-fiction ? » organisé par la LDH à Conflans St Honorine : intervention de Catherine Bourgain.
- 26 mars 2019 – Intervention sur la recherche participative au Muséum National d'Histoire Naturelle dans le cadre d'un projet avec le ministère de le Culture, par Aude Lapprand et Glen Millot.
- 28 mars 2019 – « Sciences engagées et mobilisation climat », à l'Insa de Lyon : intervention de Kévin Jean.

Avril

- 11-16 avril 2019 – Voyage d'étude ERASMUS+ sur l'usage social des biens confisqués à la criminalité organisée, au nom de Sciences Citoyennes, par Glen Millot.
- 18 avril 2019 – Intervention-formation « Citoyen-Acteur sur la co-construction » à la Mairie du IVe arrondissement de Paris, dans le cadre de leur cycle de formation pour les volontaires de Paris et du projet TeRRIFICA, par Charlotte Coquard et Glen Millot avec la participation de Laurent Fraisse.
- 22 avril 2019 – « Implication des citoyens dans la recherche », École de printemps des Boutiques des Sciences, à Tunis, intervention de Glen Millot.
- 25 avril 2019 – Audition à la Commission Nationale de Déontologie et des Alertes en matière de Santé Publique et d'Environnement (cnDAspe) pour le compte de la MLA, par Glen Millot, avec Élise Van Beneden (Anticor/MLA).
- 26 avril 2019 – Animation par Charlotte Coquard d'une table ronde lors de la journée Associations & Recherche : quelles coopérations ? organisée à Arras par le Mouvement associatif Hauts-de-France, l'Observatoire régional de la vie associative et le SILAB.
- 29 avril 2019 – Conférence « Transhumanisme : tuer l'humain pour soigner ses imperfections ? » à l'invitation de l'Université Populaire Pyrénées Méditerranée : intervention d'Elena Pasca.

Mai

- 28 mai 2019 – Intervention dans le cadre d'un séminaire de chercheurs à l'INSA de Lyon, laboratoire Matéis, par Aude Lapprand.

Juin

- 7 juin 2019 – Intervention lors du séminaire « Citizen science : new epistemological, ethical and political challenges » organisé par l'Idex Impulsion PartiScip à Lyon, par Charlotte Coquard.
- 13 juin 2019 – Audition dans le cadre de l'étude « Sciences et Société : les conditions du dialogue » du Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE), par Maryvonne Holzem, Michel Goldberg et Aude Lapprand.

Juillet

- 3 Juillet 2019 – Animation d'un atelier « Charte tiers-veilleur » à Sète lors de l'Ecole Thématique sur la Recherche-Action-Participative, par Cyril Fiorini et Charlotte Coquard.
- 10 juillet 2019 – Entretien avec Marie-Georges Buffet, députée, par Lola Keraron et Aude Lapprand.
- 18 juillet 2019 – Participation à un webinaire sur l'évaluation des projets de Boutiques des Sciences pour le projet InSPIRES, en tant que membre de l'Advisory Board, par Glen Millot.

Septembre

- 11 et 12 septembre 2019 – Participation et facilitation d'un atelier lors de l'Assemblée générale du réseau WIN (voir partie lanceurs d'alerte) à Glasgow, par Glen Millot.
- 16 et 17 septembre 2019 – Animation d'un atelier-scénario sur l'agro-foresterie à l'Université de Caen, dans le cadre des projets RESP'HAIES et TeRRIFICA, par Charlotte Coquard et Glen Millot.
- 18 septembre 2019 – Intervention sur les enjeux de la recherche participative auprès des Déléguées Régionales à la Recherche et à la Technologie au sein du Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, par Aude Lapprand.

Octobre

- 3 octobre 2019 – Conférence « Les perturbateurs endocriniens et leurs impacts sur nos gènes » par Christian Vélot à Arpajon.
- 8 octobre 2019 – Entretien avec Pierre Ouzoulias, sénateur, par Lola Keraron, Aude Lapprand.
- 14 et 15 octobre 2019 – Animation d'un atelier-scénario sur les conventions de citoyen, à Paris, dans le cadre du projet TeRRIFICA, par Aude Lapprand, Charlotte Coquard, Fabien Piasecki et Glen Millot.
- 17 octobre 2019 – Débat « Les Sciences contre la post-vérité » dans le cadre de la Nuit des débats de la Mairie de Paris avec Catherine Bourgain, François Rastier et Maryvonne Holzem.
- 19 octobre 2019 – Conférence de Jacques Testart « Les promesses suicidaires des transhumanistes » organisée par Les amis du monde diplo à Luxembourg.
- 24 octobre 2019 – Animation d'un atelier-scénario sur la recherche participative en pisciculture, à Sète, dans le cadre d'un projet Fondation de France, par Aude Lapprand et Glen Millot.

Novembre

- 5 novembre 2019 – Intervention sur la participation citoyenne à la programmation de recherche à la Commission européenne, DG Research & Innovation, par Aude Lapprand.
- 5 novembre 2019 – Animation d'un atelier sur la recherche participative en agro-foresterie avec des formateurs et enseignants, à Rambouillet, dans le cadre des projets RESP'HAIES et TeRRIFICA, par Glen Millot.
- 14 novembre 2019 – Atelier « Actualités du tirage au sort » dans le cadre du colloque « Localiser l'épreuve démocratique. Assemblages, circulations, imaginaires » organisé par le GIS Démocratie et participation : intervention de Jacques Testart.
- 18 novembre 2019 – Entretien avec Olivier Ginez, conseiller en charge de l'organisation territoriale et de la loi de programmation pluriannuelle de la recherche, par Jérôme Santolini, Lola Keraron et Aude Lapprand.
- 20 novembre 2019 – Entretien avec Michèle Victory, députée, par Lola Keraron, Aude Lapprand
- 20 novembre 2019 – Présentation de Sciences Citoyennes à AgroParisTech par Catherine Bourgain et Lola Keraron.
- 21 novembre 2019 – Séminaire « Redonner aux sciences le pouvoir de faire sens à l'ère de la post-vérité » à l'EHESS : intervention de Maryvonne Holzem.
- 21 novembre 2019 – Apéro-débat Sciences Citoyennes / Clamap « Quelle place pour les pratiques agricoles dans la lutte contre le changement climatique?» à Clamart : intervention de Kévin Jean.
- 23 novembre 2019 – Conférence « Les nouveaux OGM et le forçage génétique » par Christian Vélot à Poitiers.
- 23 novembre 2019 – Table ronde « Droit à un environnement sain : quelle effectivité ? » à l'Université d'automne de la Ligue des Droits de l'Homme à Paris : intervention de Catherine Bourgain.
- 28 novembre 2019 – Interventions lors de la Journée nationale Sciences avec et pour la Société organisée par le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation : présentation du projet TeRRIFICA par Charlotte Coquard et intervention à la table ronde « SwafS dans Horizon Europe, perspectives futures » par Aude Lapprand.
- 29 novembre 2019 – Conférence « Transhumanisme : le nouveau nom de l'eugénisme » par Jacques Testart à l'Université du Temps Libre Essonne à Évry.

Décembre

- 14 décembre 2019 – Présentation de Sciences Citoyennes à l'Assemblée Générale d'Ingénieurs sans Frontières, par Aude Lapprand.
- 16 décembre 2019 – Conférence « Les perturbateurs endocriniens et leurs impacts sur nos gènes » par Christian Vélot à Verrières-le-Buisson.
- 17 décembre 2019 – Conférence « Les perturbateurs endocriniens et leurs impacts sur nos gènes » par Christian Vélot à Juvisy sur Orge.
- 19 décembre 2019 – Table ronde « Quels ingénieurs pour quelle société ? » dans le cadre de la journée « Make our lessons green again » à l'École normale supérieure : intervention de François Briens.

Sciences Citoyennes
38 rue Saint Sabin
F75011 Paris - France
tél. +33 (0)1 4314 7365
fax +33 (0)1 4314 7599

http://sciencescitoyennes.org

@ contact@sciencescitoyennes.org
fondationsciencescitoyennes
@fsc_infos